

Courrier du C.V.P.R.

Bulletin du Comité de Vigilance pour une Paix Réelle au Proche-Orient

AVRIL • MAI • JUIN • 2018 • N° 69



DR

Editorial

LA NAKBA ET LA GRANDE MARCHÉ DU RETOUR

L'éditorial du N° 49 (avril, mai, juin 2013) évoquant la Nakba, rappelait que, le 15 mai, des centaines de milliers de Palestiniens avaient célébré cette catastrophe, tant en Palestine occupée, que dans les camps dits de « réfugiés » établis dans les pays voisins.

La cause, à l'origine, divers massacres effectués par la Haganah (l'armée secrète) et les milices juives (Irgoun et Stern), ainsi celui de Deir Yassine - l'Oradour-Sur-Glane palestinien - le 9 avril 1948, avant la proclamation de l'Etat d'Israël, le 15 mai 1948. Puis, l'exécution du plan politico-militaire mis au point par les dirigeants israéliens, David Ben Gourion en tête, le plan Daleth. Son but : délester Israël du plus grand nombre possible d'Arabes palestiniens, musulmans ou chrétiens.

Ces Palestiniens étaient expulsés, en même temps que l'armée israélienne battait, les très faibles et inorganisées armées arabes, entrées en guerre après le 15 mai, et permettait à Israël de gagner 25 % de plus du territoire du mandat...

Dans son livre « Le nettoyage ethnique de la Palestine » Ilan Pappé écrit : « A la fin de 1947, les 2/3 des 2 millions d'habitants de la Palestine étaient Arabes. Un an plus tard, les Juifs étaient largement majoritaires dans un Etat occupant 78 % du territoire et, 800 000 Arabes palestiniens étaient parqués hors des frontières. Entreprise planifiée d'expulsion, de destruction (500 villages rasés) et de massacres comparables aux « nettoyages ethniques » qualifiés de crimes contre l'humanité » (page 248). Ce nettoyage ethnique n'était autre que la réalisation

SOMMAIRE

- Israël doit être sanctionné par les Etats et boycotté par les citoyens
Par Leila Shahid p. 3/4
- Le tango sioniste : un pas à droite un pas à gauche
Par Gidéon Lévy p. 5/6
- Ce que les combattants juifs de 1948 disent sur le Nakba
Par Thomas Vascovi p. 7/8/9
- La Palestine rejoint deux instances de l'ONU p. 9
- Les Palestiniens misent sur la justice internationale p. 9/10
- Dossier : « La grande marche du retour »** p. 11 à 18
- BDS dans le monde p. 19 à 21
- Israël, les bédouins et la terre
Par Marianne Meunier p. 22
- Contre l'antisémitisme avec détermination et sang froid
Par Dominique Vidal p. 23
- Antisémitisme et antisionisme deux enquêtes en forme d'émiette
Par Dominique Vidal p. 24
- Les amis antisémites de Trump à Jérusalem p. 25
- L'annulation du match de football Israël - Argentine p. 25
- Le courrier des lecteurs p. 26
- Livres p. 27
- Le colloque du 13 octobre p. 28

Dès maintenant inscrivez-vous au colloque

« Du déni de Palestine à l'apartheid »

que nous organisons à Paris, en partenariat avec le journal en ligne

ORIENT XXI

13 OCTOBRE 2018

au Palais du Luxembourg

N'oubliez pas de régler votre cotisation 2018

du mythe sioniste, prôné dès la création du Mouvement en 1897 : « *Un peuple sans terre pour une terre sans peuple* » !

Afin de montrer leur volonté de résistance et leur rêve du retour, transmis de génération en génération, les Gazawis, enfermés dans leur prison à ciel ouvert, décidèrent, à l'occasion du 70^{ème} anniversaire de la Nakba, une grande « *Marche du retour* », au grand dam des occupants, qui rejettent ce « *droit au retour* ». Cela reviendrait à voir disparaître un jour leur propre rêve, un Etat juif, débarrassé de tous les non juifs !

La société civile a été l'organisatrice de cette initiative populaire non violente « *imposant son mode de mobilisation et ses mots d'ordre au Hamas, très inquiet de perdre le contrôle de la situation à Gaza* », comme l'écrit le professeur J.P. Filiu (1). Il s'agissait de montrer que, pour tout Palestinien, le « *droit au retour* » - reconnu par la résolution 194 de l'ONU - est sacré, et, en même temps, d'exiger la levée du blocus pesant sur la population depuis plus de dix ans !

Cette « *Marche* » débuta le 30 mars - « *Journée de la Terre* » en Israël, et en Palestine occupée - et se poursuivit tous les vendredis, jusqu'au 15 mai. Elle était d'autant plus importante que, mettant de l'huile sur le feu, ce même jour, était inauguré le transfert de l'ambassade étasunienne à Jérusalem, après la reconnaissance de « *Jérusalem comme la capitale d'Israël* », par Donald Trump, au plus grand mépris du droit international.

Ces manifestations pacifiques se déroulèrent, à l'intérieur de la bande de Gaza, le long de la barrière qui la sépare d'Israël. Cela n'empêcha pas les tireurs d'élite israéliens, postés de l'autre côté, de jouer « *au tir aux pigeons* »... mais à balles réelles ! « *Les manifestants balancent des pierres... et ils se prennent des balles* » rapporte dans « *l'Obs* », la photographe Laurence Geai présente sur les lieux le 14 mai, jour qui déboucha sur un bain de sang : 69 morts, 2 900 blessés, abattus par des tireurs goguenards selon certaines vidéos...

Benyamin Netanyahu a justifié ces massacres par « *la défense sacrée d'Israël* » ! Un mensonge de plus pour justifier l'injustifiable. Les Israéliens étaient retranchés derrière des fortifications. Quelle menace représentait donc ces foules désarmées ? Le terrible bilan de ces journées en témoigne : côté israélien aucune victime, et pour cause ! Côté palestinien 112 morts, dont 13 jeunes de moins de 18 ans, 5 enfants de moins de 12 ans, 2 femmes, 1 journaliste, et 313 190 blessés dont 296 enfants et 1029 femmes, par balles réelles, balles en caoutchouc ou agent de gaz lacrymogène. Des centaines d'amputés handicapés à vie.

Je ne peux ici passer sous silence, l'ONG israélienne B'Tselem, qui, pour moi, sauva l'honneur d'Israël en « *condamnant cette atroce répression, contraire au droit international* » ; et « *demandant, en vain, à plusieurs reprises aux dirigeants politiques et militaires de mettre fin à la politique de « feu ouvert », et aux soldats de ne pas suivre les ordres illégaux de tirer sur des manifestants non armés* ».

Face à ce nouveau drame vécu par les Gazawis, comment ont réagi les dirigeants occidentaux ? Un flot de belles paroles du genre « *retenez-moi, ou je vais faire un désastre* » ! Mais, une fois de plus, aucune sanction, comme depuis 1967, pour ne pas dire comme depuis 1948... Bref, pour employer un mot arabe « *Er-rih* » (du vent) !

70 ans après la Nakba, occupation, répression, colonisation, destruction, expulsion de Bédouins et de Jérusalémites se poursuivent. Et demain, quels nouveaux massacres ? Quel nouveau nettoyage ethnique ?

Maurice Buttin, président du CVPR PO

(1) Dans son blog le 22 avril 2018.

■ GOLDA MEÏR

« Nous pouvons pardonner aux arabes de tuer nos enfants, nous ne pouvons leur pardonner de nous forcer à tuer leurs enfants. La paix s'installera le jour où les Arabes aimeront plus leurs enfants qu'ils nous haïssent ».

Dans un message sur les réseaux sociaux, paru le 15 mai, le CRIF ajoute ce propos inqualifiable : "C'est toujours d'actualité" ! Comme l'écrit le MRAP, dans un communiqué condamnant cet « *ignominieux message raciste : Inversons les mots Arabes et Juifs, dans cette citation chacun y verra l'antisémitisme le plus abject* »

■ LE PASTEUR NAIM ATEEK

écrit ces lignes prophétiques dans un livre paru en 2017 (1)

« Gaza a aussi besoin d'une stratégie non-violente où des dizaines de milliers de gens, sous la conduite de leurs chefs religieux et de leurs leaders politiques, marchant chaque semaine jusqu'à la clôture de la prison à ciel ouvert qu'est Gaza, avec des pancartes et des slogans qui disent : "Nous voulons la justice". Il faut que leur cri retentisse jusqu'aux extrémités de la terre. Pour qu'advienne la libération, il faut que cette stratégie soit appliquée sans mollir et sans qu'un seul coup de feu soit tiré. »

(1) "A Palestinian Theology of Liberation", dont les "Amis de Sabeel-France" préparent l'édition prochaine en français.

LEILA SHAHID: « Israël doit être sanctionné par les États et boycotté par les citoyens »

Entretien réalisé par Pierre BARBANCEY

Celle qui fut longtemps ambassadrice de Palestine en France puis auprès de l'Union européenne, met en perspective les manifestations de Gaza, les crimes de guerre israéliens et l'attitude des gouvernements dans le monde.

• **Que cherche Israël en commettant un tel massacre, en perpétrant ce qui semble être des crimes de guerre, voire des crimes contre l'humanité ?**

— **Leila Shahid** : Israël poursuit sa politique habituelle, de tout-militaire, de répression, d'écrasement effroyable par la disproportion des méthodes employées face à une population civile désarmée mais qui a choisi de revenir à une forme de lutte pacifique, non violente, de résistance à l'occupation qui dure depuis 51 ans. Nous en sommes à la quatrième guerre contre Gaza depuis dix ans. Celle-là est peut-être la pire de toutes parce qu'on assiste au retour à une Intifada pacifiste qui est menée uniquement par les jeunes de Gaza, absolument pas par le Hamas, ni d'ailleurs par le Fatah. C'est une nouvelle génération de jeunes Gazites, qui vivent maintenant depuis onze ans totalement assiégés. Ils sont enfermés par l'armée israélienne, qui prétend avoir quitté Gaza. Mais, selon le droit, tant que l'armée est présente à tous les accès terrestres, aériens et maritimes, c'est un territoire occupé. Gaza est aussi assiégée par les Égyptiens, qui ont fermé le seul accès que la population avait vers l'extérieur. Mais elle est également assiégée par la guerre de pouvoir entre le Hamas et l'Autorité palestinienne. Le Hamas lui infligeant un régime qui n'arrive pas réellement à avoir des relations internationales et qui ne reçoit aucune aide; l'Autorité palestinienne refusant de payer les salaires et les factures d'électricité, pensant faire pression sur le Hamas.

Donc, cette population est totale-

ment abandonnée à elle-même. Et le monde, à commencer par le monde arabe, regarde ailleurs, regarde l'Iran, qui est devenu, grâce à Trump, l'ennemi à abattre. Netanyahu se trouve être le meilleur allié de Trump. Il applaudit la décision américaine de reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël et de démanteler l'ambassade. Les Israéliens pensent pouvoir faire tout ce qu'ils veulent et être impunis.

• **Israël cherche-t-il à mater totalement le nouveau mouvement palestinien ou à créer la zizanie ?**

— **Leila Shahid** : Israël n'a pas changé de politique depuis 70 ans. Ce qui veut dire que tout ça se passe au moment de la commémoration de la Nakba, la catastrophe, qui est la dépossession des Palestiniens de leur patrie, de leur sol, de leur identité, de leur culture, de leur histoire, de leur mémoire. Cette politique n'a pas changé même s'il y a eu différents moments entre les travaillistes et le Likoud et, aujourd'hui, ce que j'appellerai le post-Likoud. **C'est à-dire un pays qui prend le chemin du racisme et du fascisme. Parce que la composition actuelle de la Knesset et du gouvernement est beaucoup plus grave que le Likoud. C'est un amalgame de partis racistes.**

Netanyahu continue l'annihilation de toute revendication de la population palestinienne comme Nation. Netanyahu ne veut pas d'État palestinien, ne veut pas reconnaître une Nation palestinienne. Il est soutenu dans ce domaine par le nou-



Leila Shahid devant la façade du MUCEM qui annonce l'Exposition "Lieux Saints partagés"

veau président américain. Il a le sentiment de pouvoir faire ce qu'il veut et, donc, il « *finît le boulot* » de nettoyage ethnique commencé il y a 70 ans. Comme il ne peut pas jeter les Palestiniens à la mer comme en 1948, à cause des téléphones portables, des journalistes, des réseaux sociaux, il nous écrase avec une violence militaire choquante. D'ailleurs, même les responsables militaires israéliens disent maintenant qu'ils ont perdu la bataille de l'image. Ils sont en train de commettre des crimes de guerre pour lesquels ils devront rendre des comptes devant la Cour pénale internationale (CPI) et toutes les instances internationales si la conscience du monde se réveille.

• **Est-ce que la réaction internationale est à la hauteur de ce qui est en train de se passer ?**

— **Leila Shahid** : Je pense que ce qui s'est passé le 14 mai et la mort de 62 Palestiniens en 24 heures ont provoqué un changement fondamental dans les opinions publiques mondiales, y compris en Israël. Parce qu'il y a un nouveau contexte mondial. Cela fait maintenant plus de trois ans qu'on nous dit que la question palestinienne n'est plus prioritaire, qu'on

s'occupe de l'Iran et du terrorisme. Trump et Netanyahou avaient réussi à assimiler les Palestiniens à tout ce mouvement de terrorisme international. C'est pour cela qu'ils tiennent absolument à dire que les marches à Gaza sont organisées par le Hamas, ce dernier étant un mouvement se revendiquant de l'islamisme. Ils mettent tout dans le même sac.

Mais les moyens de communication existants permettent aux gens de se faire leur propre opinion. Ils ont vu en live l'assassinat de 62 personnes, les tirs à balles réelles sur des journalistes, des secouristes, des familles, qui ont blessé en un jour 2700 personnes. Depuis le 30 mars, il y a 12000 blessés, dont certains seront handicapés à vie à cause de l'utilisation de balles explosives. Or les jeunes à Gaza n'ont pas eu recours aux armes alors qu'ils le pouvaient. Les jeunes ont décidé de ne pas le faire parce qu'ils ont une nouvelle stratégie, parce que les roquettes stupides du Hamas sur Sdérot donnaient des justifications aux Israéliens pour bombarder Gaza. **Il y a des moments dans l'histoire où s'expriment le courage des peuples, leur détermination à se sacrifier (parce qu'ils n'ont rien d'autre à part la force de leurs convictions). Ce peuple a voulu forger son propre destin avant même la création de l'État d'Israël, en luttant contre la colonisation britannique.**

Mais il faut aussi voir, au moment où Trump et Netanyahou, frères jumeaux racistes et populistes, cherchent la guerre, que, pour la première fois en 70 ans, vous avez des pays arabes avec les Américains et avec les Israéliens, contre les Palestiniens. À commencer par l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, qui considèrent aujourd'hui que leur premier ennemi, c'est l'Iran et donc que leurs premiers alliés sont Trump et Netanyahou. Comme l'a dit le prince héritier saoudien, Mohammed ben Salmane lors d'une réunion avec un groupe sioniste aux États-Unis lors de son voyage officiel il y a un mois, les Palestiniens « devaient se taire » (« *shut their mouth* ») ou accepter la grande

proposition de Trump. Or il n'y a pas de proposition mais une décision unilatérale d'imposer aux Palestiniens, avec l'aide de certains pays arabes, des bantoustans séparés par cette nouvelle Jérusalem métropolitaine qui va être dix fois plus grande que celle d'aujourd'hui. Toutes les colonies aux alentours seront annexées à Jérusalem. Et comme c'est la « capitale » reconstruite par Washington, le gouvernement israélien va essayer de toutes les manières (économique, sociale, physique) d'expulser les Palestiniens et d'intégrer les 250000 colons qui sont à Jérusalem-Est pour poursuivre ce qu'il appelle sa « guerre démographique ». Jérusalem va atteindre, à l'est, Jericho, au nord, Ramallah, et, au sud, Bethléem. Ce n'est pas un incident. C'est un moment clé. **Ceux qui l'ont compris sont ces magnifiques jeunes de Gaza, dont le plus vieux a 30 ans, qui n'ont rien demandé à personne. Ni au Hamas, ni au Fatah, ni aux Arabes, ni aux Américains, ni aux Européens. Ils ont secoué la conscience du monde en se sacrifiant parce que c'est leur seule arme.**

• **Faut-il encore compter sur les États-Unis pour une paix juste et durable ?**

— **Leila Shahid** : Je n'ai jamais pensé que les Américains étaient des parrains objectifs. Ils ont hérité des Britanniques. Pendant la guerre froide, ils étaient opposés aux droits des Palestiniens et aux pays arabes. Après la chute du mur de Berlin, il y a eu une petite fiction à la conférence de Madrid, qui s'est très vite effondrée. Yasser Arafat savait tout ça et n'avait pas d'illusions. Il a accepté Oslo et il est revenu en Palestine. Ce qui est maintenant irréversible. Car il faut se rappeler que l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) a un talon d'Achille. Elle a commencé dans les camps de réfugiés, dans l'exil. Pas dans les territoires occupés comme au Vietnam, en Algérie ou en Afrique du Sud. C'est pourquoi Arafat restera comme un très grand dirigeant : c'est le premier qui ramène les Palestiniens chez eux en leur enjoignant de continuer. Il a même

dit qu'il ne verrait pas la Palestine mais qu'il se faisait un devoir de passer de la phase de l'exil à celle de la lutte à partir de la Palestine. Oslo est terminé. (...)

• **Faut-il sanctionner et boycotter Israël ?**

— **Leila Shahid** : Pourquoi la Russie est-elle sanctionnée lorsqu'elle annexe la Crimée mais pas Israël qui annexe Jérusalem ? Pourquoi les boycottages contre Cuba, la Libye, le Congo, contre l'apartheid et pas contre Israël ? Le mouvement BDS ne doit pas être simplement le fait de citoyens courageux dans le monde, il doit être appliqué aussi par les États. C'est une arme non violente. Nous ne demandons pas que vous bombardiez Israël. Nous exigeons que vous appliquiez ce que le droit impose : des sanctions économiques, politiques, diplomatiques et le boycott de tout ce qui a à voir de près ou de loin avec cette politique d'occupation et ces crimes de guerre. Que les Parlements des 28 États de l'Union européenne votent des résolutions pour le boycott comme forme de pression non violente sur Israël. En premier lieu, il faut la suppression de la saison France-Israël, qui n'est là que pour redorer le blason de la force occupante. **N'est-ce pas une honte qu'on fasse la propagande d'un pays l'année des 70 ans de la Nakba, de la dépossession des Palestiniens ? Voyez comment l'histoire est faite : les jeunes de Gaza se sont invités à la table sans qu'on les y ait conviés. Et c'est ça qui compte. Les autorités en France peuvent faire autant de manifestations qu'elles veulent, cela n'occultera pas la politique d'occupation criminelle qu'Israël pratique à l'égard du peuple palestinien depuis 51 ans et celle de la dépossession de la Palestine depuis 70 ans.**

Mardi, 22 Mai 2018 - L'Humanité

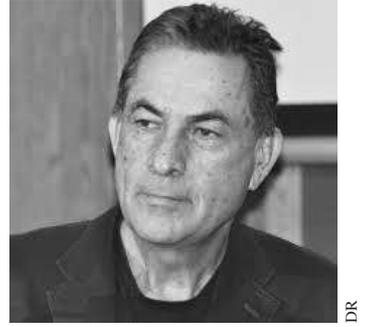
Voir : <https://www.humanite.fr/leila-shahid-israel-doit-etre-sanctionne-par-les-etats-et-boycotte-par-les-citoyens-655587>.

(NDRL : les passages en gras sont de la rédaction).

LE TANGO SIONISTE :

un pas à droite, un pas à gauche

par Gideon LÉVY



Intervention lors de la conférence intitulée : « *Le lobby israélien et la politique américaine 2018* » organisée à Washington le 2 mars 2018, au National Press Club, juste avant la réunion annuelle de l'AIPAC (*American Israel Public Affairs Committee*). Cette conférence qui a dénoncé une fois de plus l'influence du lobby israélien aux Etats Unis, était patronnée, comme les précédentes, par le magazine *Washington Report on Middle East Affairs*.

■ **Grant Smith :** Je suis très heureux d'accueillir de nouveau le chroniqueur de Haaretz, Gideon Lévy, dont les colonnes du journal appelaient les Israéliens à une plus grande empathie envers les Palestiniens (...). Il a été le lauréat avec le pasteur palestinien Mitri Rabeh, du prix Olaf Palme en 2016 pour leur combat contre l'occupation et la violence.

■ **Gideon Lévy :** (...) C'est ma troisième apparition devant ce public merveilleux et je me sens chez moi. Je ne suis plus jeune, je vieillis. Vous avez l'énergie et êtes pleins de vie et de dévouement, alors que, moi, je suis de plus en plus désespéré. Mais cela me met au défi, car, lors de ma deuxième participation, ici, j'ai commencé mon allocution avec par la peur de me répéter et que, vous, vous alliez vous ennuyer à mourir, car, à la fin, je suis un chanteur et cette chanson, vous l'avez déjà entendue.

Mais les organisateurs ont été suffisamment subtils, cette fois-ci, pour donner un titre à mon discours qui ne me permet pas de chanter. J'ai donc introduit une autre chanson et je ferai de mon mieux. (...)

La Conférence de l'AIPAC

Vous avez peut-être la clé pour un changement, pour l'espoir car l'espoir d'un changement au sein de la société israélienne est très faible. Il n'existe pas..... Jamais comme maintenant les Etats-Unis et Israël ont partagé les mêmes valeurs. Le seul endroit sur terre où Donald Trump est aimé, adoré, admiré et apprécié est Israël. Le seul endroit où Netanyahu est admiré, adoré, apprécié, aimé, ce sont les

Etats-Unis. Si ces valeurs ne sont pas partagées, que sont-elles alors ? **Quelques uns de mes anciens grands amis arrivent pour le véritable événement, la Conférence de l'AIPAC - politiciens, journalistes - ce que j'appelle la Conférence annuelle des Trafiquants de drogues. Ils discutent du volume de drogues à fournir à ce drogué à l'occupation qu'est Israël, combien de formules d'amitié, ils exprimeront et combien d'argent et armes, ils lui feront parvenir.** (NDLR : souligné par nous). Je peux vous dire qu'aux Etats-Unis, en tant qu'Israélien, nous n'avons pire ennemi que le lobby juif. Nous n'avons pas de plus grand ennemi de la justice, de la paix et de l'égalité que ceux qui pensent que, si vous fournissez plus de drogues à un drogué, vous êtes son ami, si vous le soutenez aveuglément, et automatiquement, quoi qu'il fasse, vous êtes son ami. Non, ce ne sont pas des amis mais des ennemis (...).

Le titre de mes lectures parle de sionisme et le sionisme est l'une des deux religions d'Israël et en tant que religion, vous ne pouvez la remettre en question. La seconde religion est, de toute évidence, la religion de la sécurité. **Aussi, entre le sionisme et la sécurité, quiconque en Israël ose soulever une interrogation est immédiatement perçu comme un traître.** Il est impossible de décrire ce que signifie avoir des questions à propos du sionisme. Imaginez que vous questionniez aujourd'hui l'autre religion, si vous doutiez de l'affirmation que les Forces de Défense Israéliennes ne sont pas l'armée la plus morale au monde – disons qu'elle est la deuxième armée – comment osez-vous ?

Nous la buvons dans le lait de notre mère (...). Il est difficile, de l'extérieur, de comprendre comment une idéologie devient une portion de notre ADN (...) et qu'il n'y pas de place pour un point d'interrogation. Je sais comment j'ai grandi. Je sais ce que j'ai pensé de ceux qui, rares, rares, très rares, assuraient n'être pas sionistes ou, Dieu me garde, pas anti-sionistes. Ils étaient le diable mêmes, ils étaient juifs et israéliens.

Je n'ai pas souvenir d'une idéologie si totalitaire, si sainte, si bénie, que vous n'avez le droit de douter ou d'interroger - rien. Ni à propos du passé, de l'avenir, même du présent rien (...). Vous ne faites pas partie de la société. Allez à Damas, allez à Gaza. Ne restez pas ici.

Shimon Peres et les colonies

Ce qui me conduit au titre, parce que, si le sionisme est en jeu, nous devons faire face à la réalité, il n'y a aucune différence, en Israël, entre la droite et la gauche. Quand il s'agit de l'occupation qui fait partie intégrante du sionisme, il n'y a aucune réelle différence (...). Quand j'évoque la gauche et la droite, je veux dire cette prétendue gauche sioniste, travaillistes et autres, et l'extrême droite. La différence n'est que rhétorique (...) en fin de compte, quand vous portez un jugement sur la vraie politique, pas la rhétorique, vous constatez que la gauche et les travaillistes pratiquent une rhétorique commune beaucoup plus sympathique que les péchés que j'ai commis.

L'un de ceux-ci est d'avoir travaillé quatre ans avec Shimon Peres, qui ne

cessait de parler de mettre fin à l'occupation, de dire qu'il n'était pas démocratique qu'un peuple en gouverne un autre. De belles idées que Benyamin Netanyahu et autres extrémistes de droite n'auraient pas prononcées. **Mais en fin de compte, Shimon Peres, prix Nobel de la Paix, est le père fondateur du projet des colonies. Aussi, cette gentille rhétorique nous permet de donner à Israël un visage agréable avec les mêmes crimes.** (NDLR : Souligné par nous).

L'occupation

(...) Comme vous devez le savoir, elle ne figure pas à l'ordre du jour. C'est l'une de ces choses, comme la pluie, le soleil, la force majeure (...). Car personne n'imagine que l'on puisse changer (...) Cela se passe à une demi-heure de chez nous, qui en parle, qui s'en soucie ?

Pourtant, les crimes sont quotidiens (...). Les médias ne les mentionnent pas, et s'ils le font, c'est toujours selon une narration sioniste. Un terroriste de 12 ans, une fillette de 14 ans avec des ciseaux est une menace existentielle pour Israël. Une adolescente qui frappe un soldat mérite l'emprisonnement à vie, pas moins, une fille dont le cousin, une heure auparavant, a reçu une balle dans la tête des soldats israéliens, à 50 mètres de chez elle. Maintenant, l'armée prétend que l'incident a été fabriqué. Quand Israël ose prétendre que la blessure de cet enfant, Mohamed Tamimi, que j'ai rencontré quelques jours plus tard, qui a perdu la moitié de son cerveau, est une blessure fabriquée, alors vous vous apercevez qu'Israël est totalement désespéré. **Si Israël a besoin de ce type de propagande, s'il s'abaisse en niant les tirs sur un enfant de 15 ans et affirme qu'il est tombé de bicyclette, vous comprenez que les choses empirent. Il y a peut-être un espoir pour un nouveau départ, mais pour l'instant, on en est loin.** (NDLR : souligné par nous).

Tout cela flotte au-dessus de la société israélienne comme si rien ne s'était passé. Je ne peux concevoir une société où le déni soit si généralisé, incluant tant la gauche que la droite, à l'exception des militants d'extrême-gauche. (...) Ils ne sont pas nombreux

et totalement délégitimisés. Aussi, quand je dis gauche, c'est la gauche travailliste ; Yeshuati, la nouvelle promesse politique israélienne, peut-être, prochain premier ministre, Yair Lapid et le reste. Ils sont encore pires que l'extrême-droite, car ils se sentent bien dans leur peau, ils sont si humains, universels, avec un tel sens moral. **L'extrême-droite au moins ne se cache pas. Oui, nous sommes des fascistes, disent-ils. Quel mal y-a-t-il ? Nous sommes juifs et avons le droit de l'être, car nous sommes le peuple élu, nous en avons le droit et personne ne peut nous dire ce que nous devons faire.** (NDLR : souligné par nous).

Quand arrive le tour du centre gauche, comme on l'appelle (...), ce qu'il leur reste à faire est de gauche. (...) Vous vous sentez si bien avec vous-mêmes, vous n'êtes pas des fascistes, vous n'êtes pas de ces nationalistes racistes, vous êtes progressistes. Mais l'occupation doit se poursuivre et l'enfant, Ahmad Tamimi, doit rester en prison pour toujours et les crimes doivent continuer car nous n'avons pas d'autre option, ce qui m'amène à l'ensemble de valeurs qui, pour moi, constitue le noyau de la société israélienne, actuellement, trois ou quatre ensemble de valeurs, qui expliquent tout selon moi.

Nous sommes le peuple élu

Cette première valeur bien enracinée, admettons-le. Séculariers et religieux y croient même s'ils ne le reconnaissent pas. Son application est simple : si nous le sommes, qui va nous dire ce que nous devons faire ? Qui êtes-vous ? (...). Le droit international, chose merveilleuse qui ne s'applique pas à nous, qui s'applique ailleurs, pas à Israël, peuple élu. Vous ne comprenez pas ? (...)

Nous sommes des victimes

Cette deuxième valeur est, toujours bien ancrée. Pas seulement des victimes importantes, mais les seules victimes. J'ai en tête de nombreuses occupations, plus longues que celles d'Israël, plus brutales, même s'il devient de plus en plus ardu d'être plus brutale que l'occupation israélienne. Je ne me souviens pas d'une occupation où l'occupant se soit pré-

senté comme une victime, pas seulement une victime, mais la seule (...). Golda Meir, je la cite, avait dit que *"nous ne pardonnerons jamais aux Arabes de nous obliger à tuer leurs enfants"*. Nous sommes les victimes et sommes obligés de les massacrer - pauvres de nous - . En tant que victime et seule victime de l'histoire, nous avons le droit de faire ce que nous voulons (...).

Les Palestiniens ne sont pas des êtres humains comme nous

C'est la troisième conviction, si profondément ancrée, qu'elle en est devenue un credo, encore une fois nié. Mais si vous grattez sous la peau de tout un chacun en Israël, vous la trouverez. (...) Ils n'aiment pas leurs enfants comme nous. Ils n'aiment pas la vie comme nous. Ils sont nés pour tuer. Ils sont cruels. Ils sont sadiques. Ils n'ont pas de valeur, pas de manières. Regardez comme ils nous tuent. Cela est très profondément installé dans la société israélienne et c'est là, peut-être, la question essentielle, car aussi longtemps qu'elle persistera, rien ne changera. Aussi longtemps que la majorité des Israéliens ne percevra pas les Palestiniens comme des êtres humains à part entière - nous sommes tellement meilleurs qu'eux - nous sommes si développés, nous sommes si humains, plus qu'eux. (...) **Vous avez donc une société convaincue de sa justice, avec peu d'interrogations. Quiconque ose soulever une question de manière systématique est immédiatement gommé, démoli. C'est incroyable comme ce mécanisme fonctionne en Israël.**

Ecraser toute critique, telle est l'intention des dirigeants israéliens et des médias

Nous parlons ici de l'efficacité du lobby juif, ainsi appelé en Israël Breaking the Silence (Brisons le silence). Pendant des années, nous avons rêvé du jour où les soldats se lèveront pour dire la vérité, pas Gidéon Lévy, le menteur, le traître qui vous raconte toutes sortes d'histoire sur les crimes israéliens. Non. Des soldats qui ont commis des crimes, viendront en témoigner.

Voici, plus de 1000 témoignages de soldats qui, avec courage, ont apporté leur version de ce qu'ils faisaient, depuis des années, dans les territoires occupés. Dans une société saine, cela eut été un raz-de-marée, une tempête. Nos fils ? Comment cela se fait-il ? Rien. Breaking the Silence a été aussitôt délégitimisé par le système politique avec la collaboration habituelle des médias. Je crains que cette organisation ne soit totalement écrasée, mais c'est juste un exemple.

La société israélienne, surtout ces dernières années, a l'intention ferme d'écraser toute critique qu'elle soit interne comme externe, à travers sa législation, ses campagnes, la presse. Et ce n'est que le commencement. De cette manière, je peux dire qu'il y a une légère différence entre la soit disant gauche et la droite car la première a un semblant d'engagement, au moins envers la démocratie pour les juifs, puisque, comme vous devez le savoir, Israël est le seul endroit au monde où il y a trois régimes.

L'un est la prétendue démocratie pour les citoyens juifs, qui, malgré ses failles, fonctionne toujours. J'ai une totale liberté en Israël, cela doit être dit, ici. J'écris ce que je veux, j'apparaîs à la télévision, je ne peux accuser que l'on me fasse taire, sauf les gens dans la rue qui n'aiment pas me voir, me crachent dessus, me menacent. Mais, au bout du compte, cette liberté que je n'estime pas acquise et ne durera pas, elle est là. Voilà le premier régime sur le devant de la scène.

Puis vient le second régime : un régime très discriminatoire envers les Palestiniens. Les Palestiniens de « 48 », citoyens israéliens, 20% de la population, qui sont discriminés de toutes les manières, même s'ils possèdent des droits civils égaux. Ils peuvent voter, sont éligibles, ils peuvent être élus, on peut voter pour eux.

Le troisième régime que, de toute évidence, Israël veut dissimuler est l'occupation militaire, le régime militaire des territoires occupés. Je me permets de dire ici que, sans doute aucun, il est la tyrannie la plus brutale, la plus cruelle de la terre. Pas moins que cela. (...). **Comment peut-on affirmer qu'Israël est la seule**

démocratie au Moyen-Orient quand, dans son arrière-cour, il existe une tyrannie des plus cruelles et brutales ? Comment pouvez-vous être à moitié démocratique ? Comment pouvez-vous être à moitié enceinte ? Pouvez-vous être démocratique en façade et une tyrannie, en coulisse ? (NDLR : souligné par nous)

Se présente alors le mensonge que nous devons combattre, que tout est temporaire. Non, mes amis, le temporaire n'a jamais été envisagé. Ce n'est pas temporaire, et ne sera pas temporaire si cela dépend d'Israël. **Il n'y a jamais eu aucun homme d'Etat israélien, ayant un poste important et influent, premier ministre ou autre, qui ait véritablement cherché à terminer l'occupa-**

tion - aucun. (NDLR : souligné par nous). Certains voulaient gagner du temps afin de consolider l'occupation. D'autres encore cherchaient à gagner du temps grâce à des accords intérimaires simplement pour gagner du temps. D'autres aussi voulaient être reconnus dans le monde, être étreints comme des hommes de paix. Mais aucun d'eux n'avait l'intention d'en finir avec l'occupation. Comment le savez-vous ? Je ne sais pas ce qui est dans leurs cœurs ; je ne sais qu'une chose, à savoir qu'Israël n'a eu de cesse d'établir des colonies. Si on construit une maison dans les territoires occupés, on n'a pas l'intention de mettre fin à cette occupation et ces bluffs doivent cesser.

* Source : *Information Clearing House* – extraits (7/3/18)

* - Traduction et Synthèse : *Xavière Jardez*.

Ce que les combattants juifs de 1948 disent sur la Nakba

par Thomas VASCOVI



Si, officiellement, Israéliens et Palestiniens s'écharpent au sujet des événements de 1948 qui ont conduit 805 000 Arabes à l'exil forcé, en pratique, des combattants juifs ont très tôt témoigné des crimes dont ils ont pu être complices, voire auteurs

Pour les Israéliens, 1948 incarne l'heure de gloire du projet sioniste, le moment où les juifs reviennent dans les pages de l'Histoire comme des acteurs de leur destin et, surtout, parviennent à réaliser l'utopie émise 50 ans plus tôt par Theodor Herzl : l'édification, en Palestine, d'un État refuge pour le « *peuple juif* ».

Pour les Palestiniens, 1948 symbolise l'avènement du processus colonial qui les a dépossédés de leur terre et de leur droit à la souveraineté, leur « *Nakba* » (catastrophe).

Les premières voix dissonantes

Par différents biais, certains Israéliens ont, dès le lendemain de 1948, témoigné des événements passés. Durant le conflit, certains cadres du mouvement sioniste interpellent la direction au sujet du traitement de la population arabe de Palestine, qu'ils jugent indigne des valeurs que les combattants juifs prétendent défendre. D'autres prennent des notes pour espérer témoigner dès que le feu aura cessé.

Yosef Nahmani, officier supérieur de la Haganah, la force armée de l'Agence juive qui deviendra l'armée



d'Israël, écrit ainsi dans son journal, en date du 6 novembre 1948 : « À Safsaf, après [...] que les habitants eurent hissé le drapeau blanc, [les soldats] ont rassemblé les hommes et les femmes séparément, ligoté les mains de cinquante ou soixante villageois, et les ont abattus et tous enterrés dans une même fosse. Ils ont également violé plusieurs femmes du village. [...] Où ont-ils appris un comportement aussi cruel, pareil à celui des nazis ? [...] Un officier m'a raconté que les plus acharnés étaient ceux qui venaient des camps. »

En réalité, dès que la guerre prend fin, le récit du vainqueur s'impose et la société civile israélienne fait face à de nombreux autres défis, bien plus urgents que le sort des réfugiés palestiniens. Ceux qui souhaitent témoigner le font par la fiction et la littérature.

L'écrivain et homme politique israélien Yizhar Smilansky publie ainsi dès 1949 Khirbet Khizeh, où il évoque l'expulsion d'un village arabe éponyme. Pour l'auteur, nul besoin d'avoir de remords sur cette part de l'histoire, ce « *sale boulot* » était nécessaire pour bâtir le projet sioniste. Son témoignage reflète une sorte d'expiation des péchés : reconnaître ses torts et les dévoiler pour se libérer d'un poids.

Devenu un best-seller, le roman est adapté en téléfilm en 1977 mais sa diffusion suscite de vifs débats car il remet en cause la version israélienne d'un peuple palestinien parti volontairement de ses terres pour ne pas vivre aux côtés des juifs.

D'autres ouvrages sont publiés, mais peu font autant preuve de réalisme que la trilogie de Netiva Ben-Yehuda, publiée en 1984, dont le titre traduit de l'hébreu est « *Le chemin des liens : roman sur trois mois en 1948* ». Commandante du Palmah, l'unité d'élite de la Haganah, elle évoque les exactions et les humiliations commises sur la population arabe et livre des éléments sur le massacre d'Ein Zeintoun, qui eut lieu autour du 1er mai 1948.

La focalisation sur Deir Yassin

Le 4 avril 1972, le colonel Meir Pilavski, membre du Palmah, se confie dans les colonnes de Yediot Aharonot, l'un des trois plus grands

quotidiens israéliens, sur le massacre de Deir Yassin, qui eut lieu le 9 avril et où près de 120 civils perdirent la vie. Il affirme que ses hommes étaient à proximité des événements mais qu'il leur fut conseillé de se retirer lorsqu'ils comprirent que les miliciens de l'Irgoun et du Stern, des groupes d'ultras qui avaient fait scission de la Haganah, étaient à la manœuvre.

Les débats vont se focaliser autour des événements de Deir Yassin, au point d'oublier les près de 70 autres tueries de civils arabes. L'enjeu est important pour la gauche sioniste : placer la responsabilité des massacres sur des groupes d'ultras.

En 1987, lorsque paraissent les premiers ouvrages des « *nouveaux historiens* » israéliens tels qu'Ilan Pappé, une partie considérable des bataillons juifs de 1948 sont mis en cause. Pour celles et ceux qui s'étaient tus durant les dernières décennies, il est temps de parler publiquement.

Une partie de la société israélienne semble également prête à entendre. Dans un contexte de première Intifada palestinienne et de négociations pré-Oslo, les milieux pacifistes entendent interroger leur société sur leur rapport à l'Autre et à l'histoire nationale.

Ces espaces d'échanges se referment brutalement avec le déclenchement de la seconde Intifada, plus militarisée et qui s'inscrit dans un contexte d'échec des pourparlers de camp David et de rupture des négociations israélo-palestiniennes. L'affaire Teddy Katz incarne ce changement de contexte.



Photo extraite du film tiré du roman Khirbet Khizeh montrant une brigade de combattants juifs pendant la Nakba (Wikipedia)

L'« affaire » Teddy Katz

Kibboutznik de 60 ans, Teddy Katz décide en 1985 de reprendre ses études et s'inscrit dans un parcours de recherche historique sous la direction d'Ilan Pappé, à l'université d'Haïfa. Il souhaite éclairer les événements qui se sont déroulés dans cinq villages palestiniens, dépeuplés en 1948. Il compile 135 entretiens de combattants juifs, dont 65 qui se concentrent sur la tragédie qui aurait eu lieu dans le village de Tantoura, vidé de ses 1 200 habitants le 23 mai 1948 par un bataillon du Palmah.

Après deux ans de recherche, Katz affirme dans ses travaux qu'entre 85 et 110 hommes ont été froidement abattus sur la plage de Tantoura, après avoir creusé leurs propres tombes. La tuerie se poursuit ensuite dans le village, maison par maison. Une chasse à l'homme se joue également dans les rues. Le massacre cesse avec l'intervention d'habitants juifs du village voisin de Zikhron Yaakov. Au final, plus de 230 personnes sont assassinées.

En janvier 2000, un journaliste de Maariv décide de retourner voir certains des témoins que mentionne Katz. Le principal témoin, Bentzion Fridan, commandant du bataillon du Palmah qui a opéré à Tantoura, nie tout en bloc et, avec d'autres gradés, porte plainte contre Katz. Celui-ci doit faire face à une dizaine d'avocats décidés à défendre l'honneur des « héros » de la nation.

[...] la version palestinienne de 1948 n'intéresse plus les pacifistes israéliens, trop occupés pour la plupart à rentrer dans le rang pour ne pas subir la condamnation d'une société refermée sur elle-même.

Sous la pression médiatique – qui parle de lui comme d'un « *collabo* » qui relaie la version de l'ennemi – et judiciaire, il accepte de signer un document reconnaissant avoir falsifié les témoignages. Bien qu'il décide quelques heures plus tard de se rétracter et qu'une commission universitari-

re ait plaidé en sa faveur, la procédure judiciaire se termine.

Entre l'effondrement d'Oslo, le retour au pouvoir du Likoud, l'échec des négociations de Camp David et de Taba, la seconde Intifada et les attentats kamikazes, la version palestinienne de 1948 n'intéresse plus les pacifistes israéliens, trop occupés pour la plupart à rentrer dans le rang pour ne pas subir la condamnation d'une société refermée sur elle-même.

Témoigner pour la postérité

En 2005, le réalisateur Eyal Sivan et l'ONG israélienne Zochrot développent le projet *Towards a Common Archive* visant à collecter les témoignages de combattants juifs de 1948. Près d'une trentaine acceptent de témoigner, sans tabou ou presque, sur ce qu'ils ont fait et vu durant cette période riche en événements et où les récits s'affrontent.

Pourquoi des combattants acceptent-ils de témoigner quelques années plus tard ? Pour **Pappé**, directeur scientifique du projet, il y a trois raisons.

Premièrement, la plupart arrivent à la fin de leur vie et ne craignent donc plus de parler.

Deuxièmement, ces ex-combattants considèrent qu'ils se sont battus pour un idéal qu'ils voient se détériorer avec la montée en Israël des milieux religieux, de l'extrême droite et du choc néolibéral imposé par Netanyahu durant ses mandats successifs.

Troisièmement, ils sont persuadés que tôt ou tard, les jeunes générations apprendront l'origine des réfugiés palestiniens et ils pensent que la transmission de cette histoire gênante fait partie de leur responsabilité.

Les témoignages de ces combattants ne sont pas homogènes. Certains se livrent explicitement quand d'autres ne souhaitent pas aborder certains sujets. Néanmoins, si tous se rejoignent sur la nécessité, en 1948, d'expulser les populations arabes pour bâtir l'État d'Israël, leurs avis s'opposent parfois sur l'utilité des tirs sur les civils.

1 juin 2018

À LIRE **Ilan Pappé** : « *La Nakba, un crime observé, ignoré mais pas oublié* »

La Palestine rejoint deux instances de l'ONU



Photo du président palestinien Mahmoud Abbas, prise le 3 février 2018 à Ramallah lors d'une réunion du comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) afp.com/ABBAS MOMANI

DR

La Palestine, déjà membre de l'Unesco depuis 2011 au grand dam des Etats-Unis, a rejoint deux nouvelles agences de l'ONU, a indiqué mercredi au Conseil de sécurité le coordonnateur des Nations unies pour le Proche-Orient, Nickolay Mladenov.

"Le 15 mai, la Palestine a adhéré à la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced)" et "à l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (Onudi)", a précisé Nickolay Mladenov, coordonnateur des Nations unies, lors d'une réunion mensuelle du Conseil de sécurité sur le Proche-Orient. Il a aussi rappelé que la Palestine avait rejoint la Convention sur l'interdiction des armes chimiques (OIAC) basée à La Haye. Cette adhésion avait été au préalable annoncée aux Pays-Bas par un communiqué mercredi de l'OIAC, précisant que la Palestine en était devenue "le 193^e Etat signataire".

Voir : https://www.lexpress.fr/actualite/monde/proche-moyen-orient/la-palestine-rejoint-deux-instances-de-l-onu_2011080.html

Les Palestiniens misent sur la justice internationale

Le gouvernement palestinien a demandé à la procureure de la CPI d'ouvrir une enquête. Selon lui, elle devrait porter sur des crimes commis depuis 2014 à Gaza et dans les territoires occupés.

Face à Israël, le gouvernement palestinien a choisi de recourir à un arbitre encore peu sollicité au Proche-Orient : la justice de La Haye. Par voie officielle, il a demandé à la Cour pénale internationale (CPI), le 22 mai, d'« ouvrir immédiatement une enquête » sur des crimes de guerre et contre l'humanité commis à l'encontre de ses compatriotes. Leurs responsables « doivent rendre des comptes pour leurs actions sans délai supplémentaire », a plaidé le ministre de la justice, Riyad Al Maliki, qui avait fait le déplacement au siège de la CPI.

62 manifestants de la bande de Gaza tués

Parmi ces crimes figure la prise pour cible de « manifestants non armés dans la bande de Gaza », a indiqué le ministre. Une référence aux 62 manifestants de la bande de Gaza tués par des tirs de soldats israéliens, le 14 mai dernier, alors qu'à Jérusalem, les États-Unis inauguraient leur nouvelle ambassade.

Mais la demande palestinienne ne s'en tient pas là. Mentionnant la colonisation, « menace la plus dangereuse envers la vie et les ressources des Palestiniens », elle porte sur tous les crimes qui auraient été commis depuis juin 2014, début de la compé- tence de la CPI sur le dossier.

L'État hébreu ne reconnaît pas les règles de la CPI

Un écho favorable, à La Haye, de cette mise en accusation de la politique de l'État hébreu susciterait son ire. « *Nous ne permettrons pas que les soldats et les officiers de Tshal soient traînés devant le tribunal de La Haye* », avait prévenu Benyamin Netanyahou, le premier ministre, lors de l'adhésion de l'Autorité palestinienne (AP) à la CPI, en janvier 2015.

À l'époque, son accueil à La Haye représentait un double camouflet pour Israël : il revenait à attribuer le statut d'État à l'AP et ouvrait la porte à d'éventuelles poursuites judiciaires car, si Israël n'a pas ratifié le statut de la CPI (de même que les États-Unis), celles-ci sont toutefois rendues possibles par la nationalité des victimes.

L'État hébreu ne reconnaît cependant pas ces règles. « *La CPI n'a pas autorité sur la question israélo-palestinienne puisque Israël n'est pas membre de la Cour et puisque l'Autorité palestinienne n'est pas un État* », a réagi, mardi 22 mai, le ministre israélien des affaires étrangères.

La CPI compétente sur le sujet

Le Proche-Orient fait néanmoins partie de longue date des préoccupations de la procureure de La Haye. Depuis

2015, Fatou Bensouda épluche des rapports sur les expulsions et les constructions en Cisjordanie occupée et à Jérusalem-Est, annexé par l'État hébreu. Elle décortique les discriminations subies par les Palestiniens et analyse le contexte de la mort de quelque 1 000 civils durant la dernière guerre entre le Hamas et l'État hébreu, en juillet 2014. Objectif de cet « *examen préliminaire* », nourri par une centaine de rapports souvent réalisés par des ONG : déterminer si les critères sont remplis pour l'ouverture d'une enquête.



Parmi les conditions, la gravité des crimes, qui doivent s'apparenter à des crimes de guerre et contre l'humanité, ou encore la « *complémentarité* ». « *Il faut démontrer qu'aucune procédure visant effectivement à lutter contre l'impunité n'est en cours devant les juridictions nationales et que, si des procédures existent, celles-ci ne visent pas les plus hauts responsables, les seuls que puisse poursuivre la CPI, explique Karine Bonneau, responsable justice internationale à la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH). Mais d'après*

nous, il n'y a pas d'obstacle à la compétence de la CPI sur ce sujet. »

Un dossier extrêmement sensible

Autre critère : l'« *intérêt de la justice* ». « *En d'autres termes, il faudrait démontrer que la justice n'entrave pas le processus de paix* », poursuit Karine Bonneau. Une appréciation politique facilement contestable par les détracteurs de la CPI.

Signe de l'extrême sensibilité du dossier, Fatou Bensouda n'a pas encore tranché après trois ans d'« *examen préliminaire* ». Son engagement ne fait pourtant aucun doute aux yeux des ONG. « *Il y a une vraie dynamique, les ONG ont eu beaucoup de réunions avec le bureau de la procureure* », confie Karine Bonneau. De

fait, la procureure s'est saisie de la situation quinze jours seulement après l'adhésion palestinienne à la CPI.

La requête introduite du gouvernement palestinien, mardi 22 mai, dispense Fatou Bensouda du feu vert des juges et peut donc, en théorie, accélérer le lancement d'une enquête. Si celle-ci était ouverte, elle n'épargnerait pas plus les responsabilités présumées côté israélien que palestinien.

Voir : <http://www.france-palestine.org/Les-Palestiniens-misent-sur-la-justice-internationale?destination=imprimer>

L'ONU condamne l'usage excessif de la force par Israël à Gaza

L'Assemblée générale des Nations unies (ONU), réunie en urgence, a adopté mercredi 13 juin à une forte majorité un projet de résolution condamnant l'usage excessif de la force par Israël contre les civils palestiniens lors de la flambée de violences meurtrières à Gaza. Elle demande, en outre, au secrétaire général, Antonio Guterres, de recommander la mise en place d'un « *mécanisme de protection internationale* » dans les territoires occupés. Un tel mécanisme a cependant peu de chance d'aboutir puisqu'il doit être validé

par le Conseil de sécurité de l'ONU, où les États-Unis disposent du droit de veto.

Le texte présenté par l'Algérie, la Turquie et l'Autorité palestinienne a été adopté par 120 voix pour, huit contre et 45 abstentions. Les États-Unis avaient mis leur veto à une résolution similaire il y a deux semaines au Conseil de sécurité. La résolution condamne, en outre, les tirs de roquette de la bande de Gaza vers l'État hébreu mais ne mentionne pas nommément le Hamas, qui contrôle l'enclave.

La "Grande marche du retour"

Je vais bientôt disparaître sans avoir compris comment certains juifs, de persécutés se sont faits persécuteurs (comme je n'ai pas compris que des résistants patriotes français aient pu se muer en défenseurs d'un colonialisme dépassé dans les guerres sales d'Indochine et d'Algérie).

Je n'ai pas les éléments suffisants sous la main pour le faire, mais je souhaite qu'un autre réalise une étude *Du Bund à Netayahou ou la décadence juive*.

Comment cette communauté, qui a fourni quelques uns des hommes qui ont le plus honoré notre espèce, de Maimonide à Chagall, de Spinoza à Mendelssohn, de Heine à Freud et Einstein, et combien d'autres, peut elle être déshonorée par les agissements honteux d'une équipe de dirigeants extrémistes qui croient protéger la population d'un Etat expansionniste, ne tenant aucun compte du droit international, derrière un mur, comme une sorte de ghetto inversé. La répression, disproportionnée, des Palestiniens est une voie tragique, sans issue, qui ne mène à rien. *"Un peuple qui en opprime un autre ne saurait être un peuple libre"* a dit avec justesse Karl Marx.



Quant à Jérusalem, ville trois fois sainte et trois fois maudite, elle ne peut relever que d'un statut international, neutre, dans une sorte d'oecuménisme aussi bien civil que religieux. L'argument de force - violences, massacres - n'est pas un argument. On l'a vu en Afrique du Sud.

Olonne le 19 mai 2018

Jean-Paul Lewidoff - membre du CVPR PO.

LE JOUR DE LA HONTE



Uri AVNERI

Ce lundi sanglant, lorsque le nombre de Palestiniens tués et blessés augmentait heure après heure, je me suis demandé ce que j'aurais fait si j'avais été un jeune de 15 ans de la

Bande de Gaza ? Sans hésitation, j'aurais manifesté le long de la frontière risquant ma vie à chaque instant. Comment en suis-je sûr ? C'est simple : j'ai fait la même chose quand j'avais 15 ans (...)

Au souvenir de cet événement qui eut lieu il y a 79 ans, il m'est venu à l'esprit que les garçons de Gaza sont de plus grands héros que nous ne l'étions. Ils ne se sont pas enfuis comme nous l'avons fait. Ils sont restés pendant des heures, tandis que le nombre des morts augmentait à 61 et que le nombre des blessés atteignait

1500 en plus des 1000 atteints par les gaz. Ce jour-là la plupart des chaînes de télé en Israël comme à l'étranger ont partagé leur écran en deux. A droite, les événements à Gaza, à gauche l'inauguration de l'ambassade des Etats-Unis à Jérusalem. (...)

Jérusalem est une pierre d'achoppement. Chacun sait qu'il n'y aura pas de paix, ni maintenant, ni jamais, sans un compromis à son sujet. (...) Jérusalem est le troisième lieu saint de l'Islam. Pour les Juifs, naturellement, Jérusalem est le lieu où, il y a plus de 2 000 ans se trouvait le temple construit par Hérode, un demi-juif cruel. Le reste d'un mur extérieur est toujours en place et est vénéré comme le « mur ouest » souvent appelé le *"Mur des Lamentations"*. Il constitue le lieu le plus sacré pour les Juifs.

Des dirigeants ont essayé de trouver une solution. Le comité des

Dossier

Nations Unies qui, en 1947, a décrété la partition de la Palestine en deux Etats, l'un arabe et l'autre juif, une solution assumée par le leadership juif. Il a suggéré de séparer Jérusalem des deux Etats et d'en faire une unité séparée à l'intérieur de ce qui était supposé être une sorte de fédération. (...) Personne n'aimait la division de la ville. Aussi, mes amis et moi mirent au point une troisième solution, qui aujourd'hui, fait l'objet d'un consensus universel : garder la ville unifiée au niveau municipal et la diviser politiquement : l'Ouest en tant que capitale d'Israël et l'Est de la Palestine. (...)

Si le Président Donald Trump avait déclaré Jérusalem-Ouest capitale d'Israël et y avait déplacé son ambassade, pratiquement personne ne se serait ému. Mais en omettant le mot « *Ouest* », Trump a allumé un incendie. Peut-être sans même réaliser ce qu'il était en train de faire, et probablement sans y prendre garde. Pour moi, le déplacement de l'ambassade des Etats-Unis ne signifie rien. C'est un acte symbolique qui ne modifie pas la réalité. (...)

Ils étaient là, cette poignée de nullités gonflés de leur propre importance, Israéliens, Américains, en train de profiter de leur petit festival, **tandis que des rivières de sang coulaient à Gaza.** (NDLR : souligné par nous). Des êtres humains étaient tués par dizaines, et blessés par milliers. Lorsque la dernière embrassade fut échangée, et le dernier compliment achevé, Gaza est restée ce qu'elle était, un vaste camp de concentration dotée d'hôpitaux surpeuplés, manquant de nourriture et de médicaments, d'eau potable et d'électricité.

Une ridicule campagne mondiale de propagande a été propagée pour contrer la condamnation mondiale. Par exemple : le Hamas terroriste avait obligé les Gazaouis à manifester. Comme si quelqu'un pouvait être contraint d'aller risquer sa vie dans une manifestation. Ou bien, cette autre version selon laquelle le Hamas donnait 50 dollars à chaque manifestant. (...) Ou cette histoire selon laquelle les soldats n'avaient pas d'autre choix que de les tuer parce qu'ils prenaient d'assaut la clôture qui marque la frontière. En réalité, personne ne l'a fait – l'énorme

concentration de forces armées israéliennes les en auraient facilement empêchés sans avoir à tirer.

Presque oubliée, une petite information parue dans les jours qui ont précédé : le Hamas avait discrètement proposé une *Hudna* de dix ans. Une *Hudna* est un armistice sacré, qui ne peut se rompre. Les Croisés, nos lointains prédécesseurs, ont bénéficié de plusieurs *Hudnas* avec leurs ennemis arabes durant les deux siècles de leur présence ici. Les dirigeants israéliens ont immédiatement rejeté l'offre.



Alors pourquoi les soldats avaient-ils l'ordre de tuer ? La même logique a animé maints régimes d'occupation à travers l'Histoire. Il s'agit de faire si peur aux indigènes qu'ils abandonnent. **Hélas, les résultats ont presque toujours été à l'exactly opposé : les opprimés se sont renforcés, sont devenus plus résolus. C'est en train d'arriver maintenant.** (NDLR : souligné par nous). Il est possible, qu'à l'avenir, le lundi sanglant soit considéré comme le jour où, les Palestiniens ont retrouvé leur fierté nationale, leur volonté de se redresser et de combattre pour leur indépendance. (...)

Je me serais attendu à ce que tous les écrivains israéliens de renom publient une condamnation éclatante au moment même de la fusillade. Cela ne s'est pas produit. L'opposition politique fut indigne. Aucun mot de la part des travaillistes. Aucun mot de la part de Yair Lapid. Le nouveau leader du Meretz, Esther Sandberg, a au moins boycotté la célébration de Jérusalem. Les travaillistes et le Meretz ne l'ont même pas fait. J'aurais attendu des dizaines de nos braves organisations de paix qu'elles s'unissent pour une action spectaculaire de condamnation (...) Ce

n'est pas arrivé. Peut-être étaient-ils en état de choc. Le jour suivant, les jeunes des groupes pacifistes ont manifesté face au bureau du Likoud à Tel-Aviv. Au nombre d'à peu près 500. Loin, très loin des centaines de milliers qui ont manifesté il y a quelques années contre le prix du fromage blanc. (...)

Mais ce qui a couronné le tout c'est l'énorme entreprise de lavage de cerveau qui s'est mise en mouvement. Je n'en avais jamais connu de telle. Presque tous les soi-disant « *correspondants de guerre* » se sont comportés comme des agents militaires de propa-

gande. Jour après jour, ils ont aidé l'armée à propager des mensonges et des falsifications. De même pour tous les autres moyens de communication, présentateurs de programmes ; annonceurs, et correspondants. Ils sont de leur plein gré devenus des menteurs gouvernementaux. Il est probable que beaucoup d'entre eux ont reçu des ordres de leurs supérieurs. Pas glorieux.

Après le jour du sang, alors que l'armée était face à une condamnation universelle et devait arrêter de tirer (en tuant seulement « *deux* » manifestants) tous les médias se sont unis pour déclarer que c'était une grande victoire israélienne. Israël a du ouvrir les passages et envoyer nourriture et médicaments à Gaza. L'Egypte a du ouvrir le passage vers Gaza et accepter plusieurs centaines de blessés en vue d'être opérés et de recevoir des traitements.

Le jour de la Honte était terminé. Jusqu'à la prochaine fois.

Gush SHALOM,
19 mai 2018 - Extraits de l'article
traduits par **D Vincent-Séraphin**

RÉPONDS, ISRAËL

Par José ARREGI



Il ne s'agit pas de crimes commis par un mouvement terroriste incontrôlé, mais de la terreur exercée impunément par votre État, conforté par sa supériorité militaire, avec le soutien inconditionnel de son allié américain et par les conflits internes

de ses adversaires arabes et musulmans. Ils sont nombreux ceux de votre peuple qui s'opposent à tout cela, mais ils ne sont pas assez, ils ne sont pas la majorité, ils n'arrivent même pas à constituer une minorité forte. Vous ne pouvez éluder votre responsabilité collective. Je ne parle pas de responsabilité juridique, je parle de responsabilité éthique, de ton devoir communautaire incontournable devant une injustice et une souffrance de telles dimensions.

Le soulèvement contre ton gouvernement est entre tes mains, non seulement le dénoncer à grands cris devant toutes les instances, mais aussi le déloger par tes votes. Toi, peuple admirable et admiré, créateur de tant de culture, et toi qui à cause de ton ethnie ou de ta religion as été victime de tant de violences, expulsions et assassinats, **toi qui as souffert l'Holocauste, comment peux-tu maintenir au pouvoir ton gouvernement et tolérer qu'il commette avec les Palestiniens des crimes semblables à ce qui a été commis envers toi ?** (NDLR : souligné par nous).

RÉPONDS. REBELLE-TOI

Évidemment, les Palestiniens eux aussi doivent assumer leurs responsabilités pour endosser votre histoire, votre drame indissociable, et construire un futur ensemble, avec une capitale également partagée. Mais la clé principale est entre tes mains. Reconnais que la création de votre État indépendant en 1948 ne sera juste que le jour où se réparera l'in-

justice perpétrée contre le peuple palestinien, et que seront rendues les terres conquises en 1967 et que tu auras trouvé une solution pour ses réfugiés. Ce jour-là seulement ta fondation cessera d'être la Nakba (« catastrophe ») de Palestine, et seulement alors, tu seras en sécurité.

Écoute les décisions des Nations Unies, aussi pathétiques et inopérantes soient-elles si souvent, soumises aux vetos et désactivées comme elles le sont par le pouvoir américain, ton arrogant ami Goliath, ennemi de la planète. Écoute tes propres prophètes d'hier et d'aujourd'hui. Écoute les paroles adressées à Caïn par la voix de – Celui qu'on ne peut nommer – dans la reprise de la Genèse biblique, le premier livre de ta Torah, ta loi de vie : Qu'as-tu fait ? Le sang de ton frère crie vers moi depuis la terre (Gn 4, 10). Aujourd'hui ces paroles sont adressées à nous tous, et à toi, depuis le tréfonds de la terre, la terre de tous.

Le sang d'Abel, le juste, est aujourd'hui le sang de tes frères palestiniens, le sang des 108 assassinés par tes balles – parmi lesquels 12 enfants – lors de la récente commémoration palestinienne de la Nakba qui eut lieu il y a 70 ans, le sang de ce bébé de 8 mois mort par inhalation de gaz lacrymogène, le sang des 12 000 blessés par tes monstrueuses balles qui triturent l'os et détruisent tendons, muscles, nerfs et artères. Votre Premier ministre, pendant ce temps, danse devant les caméras avec la gagnante de l'Eurovision. Où est ton frère ? demanda la Voix. Suis-je le gardien de mon frère ? répondit Caïn. Si, tu es le gardien de ton frère. Réponds Israël, de tes actes et omissions, réponds de tes votes et de tes silences.

Et n'oublie pas que David Grosman, un de tes plus grands écrivains, qui perdit son fils Uri pendant la guerre de 2006 avec la milice libanaise chiite et qui défend autant la Palestine qu'Israël, a dit récemment : « *Nous ne serons réellement libres que lorsque les Palestiniens le seront aussi* ».

Source : [http : //blog.periodistadigital.com/jose-arregi.php/2018/05/28.responde-israel](http://blog.periodistadigital.com/jose-arregi.php/2018/05/28.responde-israel) - Traduit de l'espagnol par Rose-Marie Barandiaran

Je ne peux te qualifier comme criminel en tant que peuple ni en tant que l'ensemble des citoyens de l'État, mais je ne peux renoncer à qualifier ainsi ton gouvernement, en toutes lettres : criminel, assassin, génocide. C'est une ignominie pour toi qu'il te représente aux yeux du monde, mais tu es responsable d'avoir élu et de maintenir à son poste celui qui le dirige.

Ils sont nombreux en ton sein les citoyens – Arabes et juifs – tout comme les mouvements sociaux qui dénoncent ses crimes, le vol systématique des meilleures terres et sources de Palestine, la parcellisation cruelle de son territoire, les fondations toutes puissantes de colonies, les murs honteux et les barbelés érigés, avec l'excuse facile et fautive de la sécurité, les contrôles humiliants auxquels ils soumettent les Palestiniens, le terrifiant ghetto dans lequel ils les ont enfermés, la terrible disproportion entre ses violentes représailles et la réponse violente, à chaque fois plus compréhensible, de beaucoup de Palestiniens désespérés, expulsés de leurs terres ou prisonniers d'elles sans eau ni électricité...

CE QUE RÉVÈLE LA « MARCHÉ DU RETOUR » DE GAZA

par Asma Alghoul

Les massacres du 14 mai commis par l'armée israélienne ont marqué le point culminant et dramatique de la « marche du retour » à Gaza. Les mobilisations ont confirmé la prise de distance des Palestiniens à l'égard de leurs directions, et notamment à l'égard de Mahmoud Abbas. Selon la journaliste palestinienne, ils posent les bases d'une nouvelle étape de la lutte nationale.



Photo reçue de Nurit Peled

Maintenant que la tempête est passée et que la poussière est retombée sur l'apogée sanglant du lundi 14 mai à Gaza, les Palestiniens n'ont plus qu'à pleurer les 110 morts (depuis le début de la « marche du retour »), et à venir en aide aux quelque 3 000 blessés par balles réelles, balles en caoutchouc ou agent de gaz lacrymogène.

Beaucoup de ces manifestants étaient des gens ordinaires, sans affiliation à aucun parti ou faction, ce qui a posé un problème particulier pour les dirigeants palestiniens. Les manifestations, tout en se concentrant sur les griefs historiques, sur le vol de leur terre il y a 70 ans par les Israéliens,

ainsi que sur les effets du blocus imposé par Israël depuis dix ans, sont aussi une mise en accusation des politiciens palestiniens de tous bords. Conscients de ce rejet, ces politiciens se sont couverts et ont essayé de se positionner de manière à pouvoir, en fonction du résultat des protestations, réclamer soit un crédit pour son succès soit un crédit pour avoir prédit l'échec.

Les drapeaux en berne à Ramallah

Mahmoud Abbas, le président de l'Autorité palestinienne, basé en Cisjordanie, a d'abord parlé de la valeur de la marche. Toutefois, lors d'une réunion du Conseil national palestinien, à Ramallah le 30 avril, il a conseillé aux manifestants de Gaza « d'éloigner les enfants des balles », ajoutant : « nous ne voulons pas devenir un peuple handicapé ». Cependant, après les massacres du lundi 14 mai, il s'est vu contraint de déclarer une journée de deuil le 15 mai, les drapeaux de tous les bâtiments du gouvernement étant mis en berne. Le peuple de Gaza l'avait effectivement contraint à cette volte-face. Les militants des médias sociaux avaient passé une bonne partie de la journée de lundi à critiquer le fait qu'il se trouvait dans l'avion, de retour de Cuba, par un jour aussi symbolique, alors que des dizaines de personnes étaient tuées à la frontière. Cela a été interprété comme une fuite.

Le Hamas, le parti qui dirige la bande de Gaza, avait pour sa part essayé de renforcer l'importance des protestations — comme s'il s'agissait de la dernière chance d'une solution pacifique au conflit avant une conflagration imminente. Le 9 avril, Ismaïl Haniyeh, le chef du bureau politique du parti, a prononcé un discours à partir d'une tribune arborant les slogans de la marche du retour. « Gaza entre dans une nouvelle étape de résistance pacifique et populaire », a-t-il déclaré, appelant à la participation la plus large possible. Pourtant, lors d'une conférence de presse, Yehya Sinwar, le leader du Hamas à Gaza, avait ajouté à cela les menaces voilées habituelles : « Quel est le pro-

blème avec des centaines de milliers de personnes paradant à travers une clôture qui n'est pas une frontière ? » À bien des égards cependant, le Hamas savait que ce n'était pas sa bataille. Haniyeh avait essayé d'en tirer un capital politique pendant le week-end du 12-13 mai, prenant ostensiblement un avion militaire pour Le Caire (du jamais vu publiquement auparavant) afin de recevoir directement les menaces de représailles de la bouche du principal messenger d'Israël, le gouvernement égyptien. C'était juste pour faire croire qu'il ne restait pas inactif, et prétendre que le Hamas était aux commandes.

En réalité, le Hamas n'a pas été à l'initiative de la marche et n'a pas eu d'influence sur ce que les manifestants ont fait. S'il se souciait vraiment des 60 personnes tuées le 14 mai, il aurait répondu, comme à son habitude, par des tirs de roquettes. Mais il a cherché quand même à s'en attribuer le mérite. Le 16 mai, le responsable du Hamas Salah Al-Bardawil a déclaré à la chaîne d'information palestinienne Baladna que 50 des 62 Palestiniens tués au cours des deux derniers jours de la marche étaient des membres du Hamas. Une affirmation ridicule, mais qui confortait non seulement le récit du Hamas affirmant être la voix du peuple de Gaza (et l'héritier légitime des luttes palestiniennes), mais aussi l'argument d'Israël selon lequel son armée ne tue que des terroristes.

Un événement spontané

Bien sûr, il manque l'essentiel. Il est vrai que rien ne se passe à Gaza sans que le Hamas le permette (des manifestations organisées par les autres forces sont régulièrement interdites). Mais il existe un moyen simple de distinguer une action officielle organisée par le Hamas d'une action qu'il ne fait que tolérer : le rôle des groupes armés. Aucun membre des brigades Al-Qassam, l'aile militaire du Hamas, n'a été blessé au cours des sept semaines de ces mobilisations, jusqu'à leur apogée le 14 mai. Pas un seul combattant de ces brigades n'a été tué. C'est ainsi que nous pouvons comprendre qu'il s'agissait d'un événement spontané, et non d'un événement dirigé par le Hamas. Celui-ci a simplement apporté son assistance aux manifestations ; ses militants ont fourni de l'eau et, dans certains cas, mis des bus à disposition de la population, mais beaucoup d'autres organisa-

tions l'ont fait également. **Était-ce une initiative du Hamas ? Quand on sait que les brigades Al-Qassam ne s'y sont pas impliquées, la réponse est non.** (NDLR : souligné par nous).

Pour leur part, les gens qui se regroupaient semaine après semaine près de la frontière ne semblaient plus écouter leurs soi-disant chefs. Les manifestants, souvent jeunes, sont revenus au principe de base de la question palestinienne : une lutte entre la justice et l'injustice, entre le bien et le mal. Ils ne se souciaient pas qu'Abbas ait rejeté leur mouvement, ni que le Hamas essaie d'en tirer profit. Ils ont marché chaque semaine de leur propre initiative. Tous les vendredis pendant huit semaines, puis le lundi et le mardi, des familles entières se sont rendues à la frontière et ont organisé des pique-niques comme s'il s'agissait de vacances, alors même qu'elles protestaient contre le siège d'Israël qui dure depuis une décennie.

Au cours de la période précédant cette marche, les responsables de Ramallah avaient formulé plusieurs promesses : ils débloqueraient les salaires des fonctionnaires du gouvernement à Gaza qui n'avaient pas été payés depuis un mois (cela ne s'est bien sûr pas concrétisé) ; et le point de passage de Rafah entre Gaza et l'Égypte - que Le Caire a fermé presque tout le temps depuis 2013 pour des raisons de sécurité - rouvrirait d'un jour à l'autre, ce qui fut fait finalement à la suite du massacre du 14 mai, mais seulement pour le mois de ramadan. Il s'agissait d'alléger les difficultés de la population et de réduire le nombre de participants aux manifestations, de faire en sorte que les gens aient l'impression qu'ils avaient déjà obtenu quelque chose. Mais la tactique a échoué. Après des années de guerre, de blocus économique, de division politique interne, de pauvreté et de pollution, les habitants de Gaza sont devenus des experts pour détecter les promesses vides.

Dessins, chants et vidéos humoristiques

Il faut dire que tout au long de ces mobilisations, le Hamas a été l'objet de beaucoup moins de critiques de la part des Palestiniens que d'habitude. Pour autant cela ne signifie pas que la population de Gaza est unie derrière lui, mais plutôt que le Hamas est déconnecté de

la lutte que le peuple mène à la frontière ; en fait, il court derrière depuis le début des manifestations le 30 mars.

Les manifestants ne semblent pas avoir pris au sérieux les tentatives du Hamas pour s'approprier leur protestation. Au lieu de cela, ils ont inventé leur mode de résistance et de libre expression. Oui, quelques personnes ont jeté des pierres ou allumé des pneus. Mais pour l'essentiel, on pouvait surtout voir des dessins, des chants, des vidéos humoristiques et, en général, participer



à ce qui aurait pu être un festival familial. Un témoin oculaire, le photographe indépendant Attia Darwish, a rapporté à *Orient XXI* que « les forces de sécurité du Hamas surveillaient les manifestations, maintenant activement la nature essentiellement pacifique des rassemblements ». Les avertissements du ministère de l'Intérieur du Hamas à la population en ce sens avaient été très clairs. Son porte-parole, Eyad Al-Bozom a même utilisé Facebook pour confirmer ce soutien, écrivant : « Le ministère de l'Intérieur sera présent aux manifestations et les soutiendra dans la guerre et la paix ».

Dans ces petites concessions et ces actes de soutien, on peut voir de véritables signes que la bande de Gaza pourrait gagner un avantage moral et mener le jeu. Il s'agit de poursuivre le projet national palestinien et ne pas laisser le monde oublier la cause palestinienne, de s'appuyer sur le mouvement de solidarité internationale. Et cela malgré nos ressentiments face à la violence israélienne et au silence international.

Le Hamas garde toujours ses options ouvertes, bien sûr. Lors d'une réunion dans son bureau à Gaza, le 10 mai, Sinwar a déclaré aux journalistes : « Nous voulons résoudre les problèmes de Gaza et de la Palestine par des moyens pacifiques, mais si nous y sommes contraints, nous pouvons toujours recourir à la résistance armée, ce que le droit international nous donne le droit de faire. » Ce qui est nouveau et

significatif ici, c'est sa reconnaissance de l'importance de la résistance pacifique.

Les dirigeants palestiniens de Ramallah ont manifestement laissé tomber les Gazaouis. À en juger par leurs récentes déclarations, Haniyeh et Sinwar cherchent à se faire passer pour les héritiers légitimes du projet national palestinien. Est-ce que cela pourrait annoncer une nouvelle phase dans la lutte interpalestinienne ? Abbas et son parti se sont moqués de la nouvelle orientation du Hamas et de ses récentes références à Nelson Mandela, au révérend Martin Luther King Jr. et au Mahatma Gandhi. Saeb Erekat, un proche de Mahmoud Abbas, a répondu à Haniyeh : « Si Mandela, King et Gandhi étaient vivants, ils seraient surpris par votre discours. » Les Palestiniens ne peuvent s'empêcher de penser que le Fatah craint que sa réputation de parti « modéré » puisse un jour lui être arrachée.

Ce changement dans l'approche du Hamas pourrait rappeler à certains Palestiniens la modification majeure dans la constitution du Hamas en mai 2017, lorsqu'il a assoupli sa position avec un nouveau document politique acceptant un État palestinien intérimaire à l'intérieur des frontières d'avant 1967. Mais la communauté internationale n'a guère prêté attention à ce changement.

Aujourd'hui, le Hamas se débarrasse des « turbans de la théocratie » - il ne prononce plus ses principaux discours dans les mosquées - et emprunte plutôt les outils d'une lutte révolutionnaire, laïque et populaire. Ce n'est peut-être qu'une tentative, et il semble toujours hésiter entre le désir de s'engager dans une nouvelle orientation et la crainte d'être critiqué pour sa mollesse à l'égard de l'ennemi. Mais déjà ces protestations - en reflux depuis le 14 mai -, et les quelques 110 morts, ont montré sans ambiguïté à la vieille garde palestinienne que la prochaine génération en a assez d'une rhétorique purement agressive. Elle veut nourrir tout espoir naissant pour l'avenir et éviter les erreurs des générations précédentes.

Asma ALGHOUL

Écrivaine et journaliste palestinienne, auteure de *L'insoumise de Gaza*, Calmann-Lévy, Paris, 2017.

source : <https://orientxxi.info/magazine/ce-que-revele-la-marche-du-retour-de-gaza,2474>

AVEC LA GRANDE MARCHÉ DU RETOUR, LES PALESTINIENS DEMANDENT À VIVRE DANS LA DIGNITÉ

Par Ahmad ABU RTEMAH (1)



Photo reçue de Nurit Peled

La Nakba n'est pas un simple souvenir, c'est une réalité permanente. Nous acceptons l'idée qu'un jour ou l'autre, nous mourrons. A Gaza, la tragédie, c'est que nous ne pouvons pas vivre.

Ces huit derniers jours, des dizaines de milliers de manifestants de Gaza ont animé d'une vie nouvelle un lieu qui était lentement en train de perdre toute trace de vie. Nous nous sommes rassemblés, entonnant et chantant une berceuse qui hantait nos rêves - " *Nous reviendrons*" - faisant offrande de tout ce qui nous reste, dans notre volonté de réaliser notre droit de vivre dans la liberté et la justice. Malgré nos marches pacifiques, nous nous sommes heurtés à des nuées de gaz lacrymogène et à des balles réelles tirées par des soldats israéliens. Hélas, ce n'est pas une nouveauté pour les Palestiniens de Gaza,

qui ont traversé de nombreuses guerres, un blocus et un siège brutal.

La bande de Gaza abrite presque 1,9 million de personnes, dont 1,2 million de réfugiés chassés de leur maison et de leur terre il y a 70 ans, lors de la création d'Israël, événement connu des Palestiniens sous le nom de Nakba (catastrophe). Depuis le début du siège, il y a presque 11 ans, la simple survie quotidienne a représenté un véritable défi. Se réveiller le matin en disposant d'eau salubre et d'électricité constitue aujourd'hui un luxe. Le siège a été particulièrement dur pour les jeunes gens, dont le taux de chômage s'élève à 58 pour cent. Le pire, c'est que tout cela résulte de la politique israélienne, qui pourrait être modifiée. Cette vie pénible et difficile ne devrait pas constituer une réalité incontournable pour la bande de Gaza.

Les pêcheurs ne peuvent pas dépasser les six milles nautiques, et il leur est donc bien difficile de rassembler assez de poisson pour nourrir leur famille. Après les guerres

menées contre Gaza par Israël, en 2008-09 puis de nouveau en 2012 et 2014, et tous les homicides commis dans l'intervalle, les gens d'ici ne se voient même pas donner la possibilité de reconstruire, car Israël a renforcé les restrictions imposées à l'entrée des matériaux de construction. L'état des hôpitaux est alarmant, et les patients ne sont que rarement autorisés à recevoir un traitement à l'extérieur de la bande. Ne parlons même pas de l'état d'obscurité perpétuelle dans lequel nous vivons en raison de l'absence quasi totale d'électricité, ou du manque d'eau propre. C'est comme s'il n'avait pas suffi de nous déplacer ; c'est comme s'il fallait endiguer et effacer toute la mémoire des réfugiés palestiniens.

La Nakba et la vie à Gaza

Je suis né dans le camp de réfugiés de Rafah, dans la bande de Gaza. Mes parents viennent de la ville de Ramle, dans ce qu'on appelle aujourd'hui Israël. Comme la plupart des réfugiés palestiniens, j'ai entendu les membres les plus âgés de ma famille raconter la manière dont ils ont été brutalement chassés de chez eux lors de la Nakba. Les décennies ont beau passer, ils font partie des centaines de milliers de personnes qui ne peuvent pas oublier les horreurs dont ils ont été témoins lors de leur dépossession ni les violences et les souffrances subies à cette période. Je n'ai jamais vu la maison familiale de Ramle, et mes enfants n'ont jamais rien vu au-delà des limites de Gaza assiégée. L'aîné vient d'avoir 7 ans, le plus jeune a 2 ans, et la seule réalité qu'ils connaissent, c'est le bruit des bombes, l'obscurité des nuits qu'aucune électricité n'éclaire, l'incapacité de se déplacer librement—et ils ignorent que rien de tout cela n'est normal.

Dans la vie qu'on mène à Gaza, rien n'est normal. La Nakba n'est pas un simple souvenir, c'est une réalité permanente. Nous acceptons l'idée qu'un jour ou l'autre, nous mourrons.

A Gaza, la tragédie, c'est que nous ne pouvons pas vivre. Si nous tenons bon, c'est en dépit de cette dure réalité. Depuis deux vendredis nous faisons face à toutes les puissances qui nous disent de céder et de mourir en silence, nous avons décidé de marcher pour la vie. C'est la protestation d'un peuple qui ne veut rien de plus que de vivre dans la dignité.

La Marche du retour

En 2011, des Palestiniens ont marché en se rapprochant des frontières depuis la Syrie, le Liban, la Jordanie, Gaza, et la Cisjordanie. Certains ont été tués, d'autres sont parvenus à franchir les frontières et se sont fait arrêter par des soldats israéliens. Mais bien plus loin dans le temps, en 1976, des Palestiniens ont protesté contre l'expropriation de leurs terres par Israël, ce mouvement ayant pris plus tard le nom de Journée de la Terre. Six Palestiniens ont alors été tués et, 42 ans plus tard, Israël fait encore recours à une violence meurtrière pour empêcher les réfugiés de rentrer, tuant au moins 25 Palestiniens à Gaza depuis vendredi dernier. Ces êtres humains ont osé projeter leurs rêves au-delà des ruelles des camps de réfugiés ; ils ont eu la vision d'un foyer qu'ils n'auraient jamais la possibilité de voir.

Je me suis inquiété pour notre sécurité quand nous nous sommes avancés par milliers dans le secteur qualifié par Israël de " zone d'exclusion ". J'ai réfléchi aux conséquences. Debout avec ma famille près de la place de la Marche du Retour, dans l'est de Khan Younis, nous avons tous reçu du gaz lacrymogène, y compris les enfants. Cela m'a fait de la peine de voir l'innocence de l'enfance souillée par cette expérience traumatisante. Mais il y a un point que beaucoup de gens ne comprennent pas : à Gaza, que nous soyons dans nos maisons ou rassemblés dans les champs pour manifester, nous ne sommes jamais vraiment en sécurité, nous ne sommes jamais vraiment vivants. Tout se passe comme si toute notre existence, avec nos rêves de rejoindre un jour notre foyer et de vivre dans la dignité, devait se cacher dans le noir.

Cette année, après que Trump a reconnu Jérusalem comme capitale d'Israël et a estimé possible de réussir

ce qu'il a appelé l'"accord du siècle", les Palestiniens ont eu le sentiment qu'une grave menace pesait sur le droit légal au retour des réfugiés, bien qu'il soit consacré par la résolution 194 des Nations Unies. Nous éprouvons une préoccupation collective quant à nos droits de réfugiés, qui semblent bien compromis, et nous devons résister à cette menace de façon novatrice, unifiée, révolutionnaire—selon une modalité échappant aux paramètres des négociations et des dissensions entre factions, pour faire pression sur Israël en revendiquant nos droits.

Depuis 70 ans, Israël persiste sans relâche à déplacer et à humilier les Palestiniens. Cela s'est passé en 1948, et de nouveau en 1967, et maintenant nous y assistons encore, avec la croissance des colonies. En même temps qu'Israël force les Palestiniens à partir, il fait venir de nouveaux immigrants du monde entier et les installe sur des terres volées aux Palestiniens, violant ainsi le droit international. Mais Israël est enhardi par l'absence de pression de la part de la communauté internationale et par le soutien de l'administration Trump, si bien que les colonies ne cessent de s'étendre inexorablement. (NDLR : souligné par nous)

Israël ferait volontiers croire au reste du monde que nous, les Palestiniens, avons choisi de quitter nos foyers et de mener cette vie dégradante, en l'absence des droits humains les plus fondamentaux ; bref, que nous serions responsables de notre propre situation.

Résistance

Aujourd'hui, nous, Palestiniens de Gaza, nous efforçons de briser les chaînes auxquelles Israël a voulu nous soumettre. Nous sommes des manifestants non armés qui opposent à des soldats lourdement armés leur protestation pacifique. De ce fait, Israël peut difficilement nous diffamer et justifier sa violence sans frein, et le monde constate la réalité : des civils innocents se font tuer uniquement pour



DR

avoir exercé leur droit de manifestation pacifique. Les prétextes invoqués par Israël pour justifier sa politique à l'égard des Palestiniens perdent peu à peu de leur efficacité, car les hommes et les femmes du monde entier voient de plus en plus clairement que le vrai visage d'Israël est celui d'un régime brutal d'apartheid.

Malgré la violence calculée et le ciblage de manifestants non armés par Israël, nous, Palestiniens de Gaza, avec notre Grande Marche du Retour, affirmons haut et fort que nous sommes encore ici. Pour Israël, c'est de notre identité que nous sommes coupables, mais nous célébrons précisément cette identité qu'Israël tente de criminaliser. Des personnes de tous les milieux rejoignent la marche. Des artistes contribuent avec la danse traditionnelle, le dabké, des intellectuels organisent des cercles de lecture, des comédiens s'habillent en clowns et jouent avec les enfants. C'est bien là le plus frappant : ces jeunes pleins de vie, joueurs, dont le rire est la plus belle protestation.

L'ONU a lancé une mise en garde, annonçant que la bande de Gaza risque d'être inhabitable d'ici deux ans. Résistant au sort qu'Israël a prévu pour nous, nous ripostons pacifiquement avec nos corps et notre amour de la vie, et nous invoquons ce qu'il reste encore de justice en ce monde.

7 avril pour The Nation - traduction SM pour l'AURDIP

(1) Ahmad Abu Rtemah est un écrivain indépendant et activiste des médias sociaux basé à Gaza, et un des organisateurs de la Grande Marche du Retour.

Source : Marie-Claude Vignaud - Al Hamchari mc.vignaud@noos.fr

GAZA, DE LA MARCHÉ DU RETOUR À L'ÉTAT UNIQUE

- Par Christophe OBERLIN
- Avec les manifestations pacifiques le long de la frontière qui sépare Gaza d'Israël, les Palestiniens sont en passe de réussir une couteuse mais efficace campagne de communication. Alors qu'Israël réagit de manière disproportionnée et fait usage d'armes prohibées, se précise l'objectif à long terme d'un Etat unique et démocratique sur l'ensemble de la Palestine.

Liban, 1992

Il y a 25 ans, le 15 décembre 1992, Itzhak Rabin déportait au Sud Liban 400 sympathisants du Hamas et du Jihad islamique. Le Premier ministre pensait ainsi éloigner définitivement les plus fermes opposants aux futurs accords d'Oslo dont les négociations secrètes venaient de commencer. Mais les déportés refusaient d'entrer au Liban et s'installaient tant bien que mal à quelque distance en contrebas du dernier check point israélien (Israël occupait alors le Sud Liban). Désormais chaque semaine les déportés allaient s'ébranler symboliquement en « *Marches du retour* » depuis leurs camps de toile vers la frontière, manifestant pacifiquement la volonté des Palestiniens de revenir sur leur terre. Ils essayaient alors des tirs des soldats israéliens, l'un eut le visage emporté. **Mais, bien avant l'heure d'internet, les images de leur détresse faisaient un « buzz » mondial, l'illégalité de leur expulsion était clamée par l'ONU. Neuf mois plus tard Israël céda et les déportés rentraient chez eux.**

Les Marches du retour, version 2018

En 2018, les déportés, les assiégés, ne sont pas quatre cents, mais près de deux millions. Sans drapeaux partisans et sans armes, ils manifestent dans un espace vital pour eux : la zone frontalière sur laquelle Israël s'arroge le droit de vie et de mort ; un kilomètre de large sur quarante kilomètres de long, et qui correspond aux dernières terres agricoles de l'enclave. En déclarant ce territoire « *zone tampon* », ce sont trois mille hectares de terres agricoles sur lesquelles

Israël tire à vue. Au cours de l'année 2017, vingt-cinq Palestiniens ont été les cibles. Et voilà que ce ne sont plus de jeunes agriculteurs qui sont là, mais des familles entières, hommes, femmes, et enfants, des poussettes. Tous les vendredis, après l'heure de la prière, on pique-nique en famille. Du nord au sud de la Bande de Gaza, cinq villages de tentes sont dressés avec des stands, des buvettes, des falafels, des podiums. Pour un de mes amis Francilien : « *C'est la fête de l'Humanité avec beaucoup plus de monde* » !

Israël aggrave son cas

Mais voilà que des jeunes s'approchent de la barrière, cette fois-ci sous les yeux du monde entier. Des centaines de portables diffusent en direct les images. Une fois de plus Israël réagit de la pire des façons, blesse et tue sans honte : « *Nous savons où va chaque balle* ». Mais en face une autre défense est organisée, non violente celle-là. Sur le terrain, dans les postes de secours, les ambulances, à l'entrée des services d'urgences des hôpitaux, dans les blocs opératoires, c'est toute une escouade formée au recueil de preuves médico-légales qui s'active sans relâche. En décembre dernier Ibrahim Abu Thuraya, handicapé amputé des deux jambes, a été tué d'une balle en plein front. Mais les témoins ont témoigné, les films sont là, et la balle extraite du crâne est bien israélienne.

Au soir du premier vendredi des Marches du retour, qui a fait 17 morts, ce sont plus de deux cents mandats des familles qui ont été recueillis et abondent les signalements déjà parvenus à la Cour pénale internationale. A tel point que la Procureure, fait totalement inédit dans l'histoire de la Cour, a fait savoir publiquement que ces actes « *étaient susceptibles de relever de sa compétence* ». Mais les soldats israéliens n'utilisent pas seulement les fines balles qui transpercent des enfants ou des journalistes. Je peux en témoigner. J'ai opéré à l'hôpital Shifa, le principal hôpital de la Bande de Gaza, du 8 au 15 avril. Les soldats israéliens utilisent aussi les « *soft-nose bullets* », ces balles à effet explosif qui font éclater les os, transforment en une bouillie sanglante l'intérieur des crânes,

broient les corps en y laissant des crâtes où l'on peut passer le poing. Et ils utilisent aussi les gaz. Des attaques chimiques comme celles, simultanées sur le nord et le sud de la Bande de Gaza qui ont laissé au sol des dizaines de blessés inconscients et agités de convulsions pendant de longues minutes. Des convulsions qui se reproduisent régulièrement chez les victimes hospitalisées dans les services de soins intensifs. Des gaz neurotoxiques. D'autres gaz, de couleur différente, produisent vomissements et diarrhées sanglantes. A la Cour, le dossier israélien pèse de plus en plus lourd.

Les commentaires habituellement lisses des médias occidentaux commencent à se fissurer. Certes persistent quelques rapports « *équilibrés* », présentant à égalité oppresseur et victime. On évoque le pathétique ou le dérisoire à la vue de ces jeunes qui jouent avec leur vie sans objectif réaliste, ou qui seraient « *manipulés par le Hamas* ». On se désole de ces images de violence qui se répandent sur internet et ne constitueraient que d'autres appels à la violence. Mais n'est-ce pas justement parce que la réaction israélienne provoque des morts qu'on en parle ? Quelle relation a-t-on fait des centaines de milliers de Gazaouis qui manifestent régulièrement contre siège ? Evoque-t-on la misère massive qui s'est abattue sur Gaza sans eau potable ni électricité ? Sont-ce les Palestiniens qui ont besoin de martyrs, ou les médias occidentaux qui ont besoin d'images de sang et de morts pour animer la Une ? Alors quelques journalistes occidentaux, très peu, s'enthousiasment à se glisser dans la Bande de Gaza. Et voilà même que le discours de tel ou tel responsable politique du parti diabolisé, le Hamas, se retrouve sur nos ondes aux heures de grande écoute. **Avec quelle revendication ? Un objectif à long terme qu'il est bien difficile d'argumenter en contre : un Etat unique sur toute la Palestine, où tous jouiraient des mêmes droits : juifs, chrétiens et musulmans. Mais combien de Marches d'ici là ?**

• 22 avril 2018

Source : <https://blogs.mediaspart.fr/christopheoberlin/blog/220418/gaza>



La campagne BDS en France et dans le monde

La campagne "*Boycott, Désinvestissement, Sanctions*" trouve son origine dans l'appel lancé, le 9 juillet 2005, aux sociétés civiles internationales et aux gens de conscience du monde entier, par 172 partis, organisations et syndicats, représentant la société civile palestinienne, en vue d'imposer de larges boycotts à Israël, et des retraits d'investissement.

Elle a essentiellement pour but de faire respecter par Israël le droit international, superbement ignoré par l'Etat hébreu depuis sa proclamation par David Ben Gourion, le 14 mai 1948.

Cet appel énonce les trois exigences indissociables du peuple palestinien :

1/ *Fin de l'occupation de la Palestine (Cisjordanie, Jérusalem-Est, Bande de Gaza) et de la colonisation de toutes les terres.*

2/ *Egalité absolue des droits accordés aux Juifs et aux Palestiniens d'Israël, dont la nationalité.*

3/ *Droit des réfugiés au retour et à l'indemnisation, comme stipulé par la résolution 194 de l'ONU, du 11 décembre 1948.*

L'université de Sydney se rallie à nouveau au BDS

Quelques dizaines d'enseignants de l'université de l'Université de Sydney ont affirmé qu'ils soutenaient le mouvement BDS (source, *The Australian*). Cette initiative entend répondre à la répression mortelle perpétrée par les forces d'occupation israéliennes lors de la Marche du retour, à Gaza.

The *Australian*, qui cite pour source *Days of Palestine*, signale que les signataires « ne se rendront pas aux conférences parrainées par les universités israéliennes, ni ne participeront à aucun programme d'échange académique, ni à aucune collaboration de

type professionnel avec les universités israéliennes tant que les objectifs fixés de BDS n'auront pas été atteints ». L'article explique que le mouvement BDS est un mouvement international qui s'inspire de la campagne de boycott qui a abouti à la fin de l'apartheid en Afrique du Sud.

Selon Nick Riemer, maître de conférences à l'Université de Sydney et membre du groupe BDS, la réaction des collègues d'autres universités est encourageante et laisse espérer que d'autres universités australiennes s'engagent à leur tour. « Il y a déjà des discussions à Melbourne concernant la possibilité d'une action similaire » a-t-il déclaré.

Selon le site du groupe BDS de Sydney, environ 40 enseignants se sont déjà engagés.

Voir : <http://imemc.org/article/university-of-sydney-backs-bds/>

NATHALIE PORTMAN refuse le prix Israël à la lumière des crimes commis par cet État à Gaza



Dans une déclaration, la star d'Hollywood déclare que « des événements récents en Israël avaient été extrêmement bouleversants pour elle et qu'elle ne se sent pas à l'aise d'avoir à participer à quelque événement public en Israël », et qu'« elle ne peut pas, en toute conscience, aller s'engager dans cette cérémonie ».

Après des décennies de flagrantes violations des droits humains contre les Palestiniens, le récent massacre par Israël de manifestants pacifiques à Gaza a rendu son image si toxique que même des personnalités culturelles israélo-américaines de grand renom, comme Natalie Portman, refusent maintenant de blanchir ouvertement, ou par l'art, Israël de ses crimes et de sa politique d'apartheid.

Le mouvement de boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) pour les droits des Palestiniens, conduit par les Palestiniens et nommé pour le prix Nobel de la paix, s'est grandement développé dans le courant culturel dominant au cours de ces dernières années. Sur les 26 nominés aux Oscars en 2016, aucun n'a accepté de faire ce voyage de la propagande israélienne, tous frais payés.

Vers la fin 2017, la star néo-zélandaise Lorde a bien pris en compte les appels de militants BDS et elle a annoncé qu'elle annulait son concert de rock à Tel Aviv.



DR

Réagissant à une campagne hideuse de dénigrement lancée contre elle par des personnalités du lobby pro-Israël aux États-Unis, plus d'une centaine d'artistes, dont des stars d'Hollywood, ont signé une lettre dans *The Guardian* afin de la soutenir.

Comme le conclut un article du *Washington Post* à propos de l'acte de solidarité de Lorde envers les Palestiniens :

« Lorde aura été très probablement l'une des dernières grandes artistes à prévoir une date de concert en Israël sans en avoir préalablement,

semblé-t-il, pleinement considéré les implications mondiales. Désormais... le simple fait de programmer une date de concert en Israël sera considéré comme un acte politique ».

Le refus des honneurs d'Israël par Portman vient appuyer cette conclusion.

Comme ce fut le cas dans la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud, le mouvement BDS appelle tous les artistes et toutes les personnalités culturelles à respecter la ligne de protestation non violente des Palestiniens et à se tenir à l'écart de l'apartheid d'Israël jusqu'à ce que les droits des Palestiniens, instaurés par les Nations-Unies, soient pleinement respectés. (NDLR : souligné par nous)

Le 19/4/2018

Voir : <http://www.aurdip.fr/nathalie-portman-refuse-le-prix.html>

LE CONSEIL MUNICIPAL DE DUBLIN VOTE EN FAVEUR D'UN BOYCOTT D'ISRAËL

Le conseil municipal de Dublin a voté en avril une motion adoptant l'appel palestinien au boycott, désinvestissement et sanctions d'Israël.

Israël a immédiatement répliqué en affirmant avoir empêché le maire de Dublin d'entrer dans les Territoires qu'il contrôle. Quelques instants plus tard cependant, le maire est apparu en train de twitter depuis Ramallah, en Cisjordanie occupée.

Extraits de la motion *« Depuis sa création en 1948 par le nettoyage ethnique de plus de la moitié du peuple palestinien, l'Etat d'Israël a nié les droits fondamentaux des Palestiniens et a refusé de se mettre en conformité avec la Loi internationale (...). Israël continue d'occuper illégalement et de*

coloniser la terre palestinienne, discrimine les Palestiniens en Israël, impose un blocus inhumain et un siège à Gaza et dénie aux réfugiés palestiniens tout droit au retour ».

La motion somme la capitale irlandaise de rompre les contrats avec Hewlett-Packard (HP), société qui a longtemps été complice de l'occupation militaire israélienne en Palestine et avec sa société dérivée DXC (...)

Dans une motion séparée le Conseil municipal a appelé le gouvernement irlandais à renvoyer l'ambassadeur israélien.

Fatin Al Tamimi, président de la Campagne de solidarité Irlande-Palestine a déclaré : *« Il est préoccupant qu'une fois encore, des diplomates de l'Ambassade israélienne aient cherché à s'immiscer dans la démocratie irlandaise en écrivant au Maire de Dublin pour lui demander de bloquer la motion avant même qu'elle ne soit discutée ».*

The Electronic Intifada a interviewé John Lyons, porte-parole du groupe socialiste à la municipalité *« les gens avant le profit »* qui a souligné que la deuxième bataille commençait, celle de mettre en œuvre la

motion. Le chef des services municipaux a déjà fait part de son refus de mettre en œuvre la décision parce qu'elle viole les règlements nationaux et européens.

Mais John Lyons a répliqué en disant que la ville était libre de ne pas acheter des biens ou services provenant d'entreprises qui violent les Droits humains. Il est probable que Dublin va être mise sous pression optimale de la part des entreprises et des politiques nationaux de même que Reykjavik en 2015 qui avait voté une motion soutenant BDS. A cause des pressions subies la capitale de l'Islande était revenue sur sa décision.

Depuis des années, l'Irlande a utilisé la baisse des charges et taxes pour attirer les grandes firmes américaines y compris Apple, Google, Hewlett-Packard etc.

John Lyons « *J'entends déjà les arguments concernant l'apport de HP et autres société américaines sur l'emploi et les taxes. Mais de plus en plus de gens voient clairement le massacre des Palestiniens. Quiconque utilise l'argument économique pour justifier que nous n'avons pas le droit de soutenir les Palestiniens qui sont littéralement tués devant nos yeux perdra la*

confrontation. (...) L'Irlande a une fière histoire de soutien à la lutte du peuple palestinien, lutte pour l'indépendance et l'auto-détermination et on commence à le voir reflété à l'échelon local, mais les politiques au pouvoir au gouvernement ne veulent pas contester ni Israël ni l'UE, ni les USA... »

Ali Abunimah 10 avril 2018

Traduction d'extraits D Vincent-Séraphin article complet en anglais,

voir : Article original sur : <https://electronicintifada.net/blogs/ali-abunimah/dublin-city-council-votes-israel-boycott>

Tiago Rodrigues, directeur artistique du Théâtre National Portugais, rejoint le boycott culturel d'Israël



Lusa – Tiago Rodrigues, directeur artistique du Théâtre national D. Maria II, a annulé sa participation au Festival d'Israël, prévu à Jérusalem, et a annoncé sa décision de rejoindre le mouvement de boycott culturel de l'État sioniste, selon un communiqué publié par le théâtre aujourd'hui.

« Je décidé de ne pas présenter mon spectacle au Festival d'Israël en juin, parce que je crois que c'est la seule façon de faire en sorte que mes œuvres ne servent pas à justifier ou soutenir un gouvernement qui commet délibérément des violations des droits de l'homme et attaque aujourd'hui même violemment le peuple palestinien », explique l'auteur, acteur et réalisateur.

Tiago Rodrigues admet que, en tant que directeur artistique d'un théâtre national, la décision « *pourrait causer un malaise sur le plan diplomatique* ». « *C'est une décision mûrement réfléchie et je dois, avant tout, obéir à ma conscience. Je pris conseil auprès d'amis et collègues, en qui j'ai confiance, et j'ai pris connaissance de déclarations de nombreux intellectuels et artistes, y compris israéliens. Je mets aussi en évidence la conduite terrifiante et violente du gouvernement israélien en ce moment* », explique-t-il.

Dans sa déclaration, Tiago Rodrigues commence en expliquant que, tout en s'opposant « *avec véhémence à l'oppression du peuple palestinien par le gouvernement israélien*, » il avait accepté l'invitation à présenter le jeu « *By Heart* » en juin prochain au Festival d'Israël à Jérusalem, « *promu par une organisation à but non lucratif et qui se présente comme un projet artistique défendant une société plurielle et pacifique*. »

L'auteur dit aussi qu'il a accepté l'invitation en imaginant « *que le peuple d'un pays et son administration politique ne sont pas la même chose* ».

« *Lorsque je présente des spectacles aux États-Unis, par exemple, je fais du*

théâtre pour le public américain, mais sans approuver la politique de l'administration Trump. Si je devais décider en fonction de l'administration Trump, ce serait l'opposé, » ajoute-il.

Cependant, l'auteur a noté, « *à travers les communications officielles du festival,* » que l'édition de cette année « *marque le 70^{ème} anniversaire de l'indépendance de l'État d'Israël* ». (...)

Tiago Rodrigues a également décidé, en plus de « *boycotter* » la participation au festival, « *de se joindre au mouvement de boycott culturel d'Israël, convaincu qu'une pression globale et collective peut produire des résultats similaires au boycott de l'Afrique du Sud pendant l'apartheid* ». (...)

« *By Heart* » est l'une des pièces que Tiago Rodrigues a créées et mises en scène avec la compagnie Mundo Perfeito et livrées au Théâtre National D. Maria II (TNDM II). La pièce sera jouée aussi longtemps que Tiago Rodrigues sera directeur artistique du TNDM II.

17 mai 2018 – RTP Noticias – Traduction : Chronique de Palestine

Voir : <http://www.chroniquepalestine.com/tiago-rodrigues-rejoint-boycott-culturel-israel/>

ISRAËL, LES BÉDOUINS ET LA TERRE

Une décision de la justice israélienne relance la question des 35 villages bédouins dépourvus de statut légal aux yeux de l'État, et que leurs habitants souhaitent faire reconnaître.

Une décision de la justice israélienne, mardi 1er mai, a rappelé la situation très fragile d'une minorité souvent oubliée : les Bédouins, descendants de tribus nomades arabes, aujourd'hui sédentarisés. Environ 300 000 d'entre eux vivent dans l'État hébreu, dont près de la moitié dans le désert du Néguev.

Enquête non poursuivie

Après un long examen, les juristes israéliens ont estimé inutile de poursuivre un policier ayant abattu un Bédouin, Yacoub Moussa Abou al-Qiyan, alors que ce dernier venait de tuer un policier. « *Il n'existe pas de soupçons raisonnables sur des délits criminels qu'aurait commis le policier* », a conclu le ministère, ajoutant qu'il n'y avait pas plus de certitude sur le fait que Yacoub Moussa Abou al-Qiyan ait délibérément renversé les policiers. « *Il a été décidé de ne pas poursuivre l'enquête* », ont tranché les autorités.

L'incident s'est déroulé en janvier 2017, dans le village bédouin de Umm al-Hiran, dans le désert du Néguev. La police entendait y détruire des maisons dont les habitants ne disposaient pas de titre de propriété, selon les autorités. Yacoub Moussa Abou al-Qiyan aurait alors foncé en voiture sur les forces de l'ordre, d'après ces dernières. Les habitants d'Umm al-Hiran apportent une autre version des faits : leur « frère » conduisait doucement son véhicule quand des policiers ont tiré sur lui.

Autant que le déroulement des événements, la décision de mardi 1er mai

ne fait pas l'unanimité. « *Nous allons faire appel* », prévient Suhad Bishara, avocate au sein de Adalah, ONG de défense de la minorité arabe en Israël, qui a déposé plainte. À ses yeux, l'identité arabe de la victime n'est pas étrangère aux conclusions du ministère de la justice : « *Souvent, quand il s'agit de violences contre les Arabes, les enquêtes ne sont pas poursuivies.* »

Les villages bédouins

« *non reconnus* »

L'affaire de Umm al-Hiran, qui avait entraîné des grèves et des manifestations dans les villes arabes d'Israël en 2017, renvoie au cas de 35 villages « *non reconnus* » par l'État israélien. Comptant environ 70 000 habitants, des Bédouins, ils ont vu le jour avant la naissance de l'État hébreu (1948) pour certains, ou dans la foulée pour d'autres, créés sur ordre militaire pour accueillir des Bédouins déplacés par le redécoupage des frontières. Dépourvus d'existence légale, ils ne figurent pas sur les cartes et ne disposent d'aucun service public – eau, électricité...

L'État hébreu entend détruire ces villages – pour laisser la place à l'établissement d'une communauté juive ultra-orthodoxe dans le cas de Umm al Hiran, renommé Hiran – et prévoit de reloger leurs habitants dans des villes dotées de services publics et créées ex nihilo pour les Bédouins (la première d'entre elles a été fondée en 1969). Mais, marquées par la pauvreté et le dépeuplement, ces villes n'attirent guère les intéressés, qui, au contraire, entendent faire reconnaître leurs villages.

Preuves de propriété datant de l'empire ottoman

Certains avancent parfois des preuves de propriété remontant à l'époque de l'empire ottoman ou du mandat britannique sur la Palestine : acquittement de taxe, actes d'achat ou de vente. Mais de tels documents n'ont pas de valeur légale aux yeux de l'État hébreu. « *Il est très difficile de prouver la propriété d'une terre. Plus de deux mille cas ont été portés devant la justice et tous ont échoué* », relève Sana Ibn Bani, avocate au sein de l'Association pour les droits civiques en Israël (Acri) et chargée des dossiers liés aux Bédouins.

Pour la justice, reconnaître la propriété de la terre aux Bédouins reviendrait à leur accorder un statut particulier. Plus de 90 % du territoire appartient à l'État et le pays ne compte donc quasiment pas de terrain privé (acquérir un bien immobilier revient à signer à un bail de 99 ans avec l'État). « *Si l'État reconnaissait les propriétés des Bédouins, d'une certaine manière, il reconnaîtrait ces derniers comme indigènes, explique l'avocate Sana Ibn Bani. Politiquement, ce ne serait pas acceptable.* »

Une telle décision reviendrait à minorer, en creux, la légitimité de la présence du peuple juif. « *On touche à la question de l'appartenance de la terre, ajoute Sana Ibn Bani. C'est pour cela que le sujet est si sensible.* »

Marianne Meunier, La Croix

Voir : <https://www.la-croix.com/Monde/Moyen-Orient/Israel-Bedouins-terre-2018-05-02-1200936044>

Un jeune bédouin conduit son troupeau de chameaux au coucher du soleil près de Beersheba, dans le sud d'Israël en août 2016. / Abir Sultan / EPA / Maxppp





CONTRE L'ANTISÉMITISME, avec détermination et sang-froid

Dominique VIDAL ⁽¹⁾

Le 23 avril dernier, Dominique Vidal (1) a réagit vigoureusement aux termes du manifeste initié par Philippe Val et signé par un très grand nombre de personnes qui voulaient, avec raison !, protester contre l'antisémitisme, et ont souvent inconsidérément prêté main forte à l'offensive idéologique des amis du gouvernement israélien.

Je partage avec les signataires du Manifeste des 300 une seule conviction : la lutte contre l'antisémitisme constitue un impératif moral et politique majeur, dans une société encore rongée par toutes les formes de racisme. Il en va de l'avenir de la démocratie et donc de la République. **Mais je ne suis d'accord, ni avec leur analyse du phénomène, ni avec leur démarche pour le combattre.**

Et pour cause : ils ignorent complètement les indications que nous donne, depuis des années, la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH), avec laquelle, je le rappelle, les institutions et organismes communautaires juifs collaborent pourtant étroitement. Le « *Rapport sur la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie* », que la Commission publie chaque année, met à la fois à notre disposition un état de l'opinion et une évaluation des violences perpétrées.

■ Quelles leçons se dégagent du travail des sondeurs, des sociologues et du ministère de l'Intérieur ?

— Que l'idéologie antisémite n'a cessé de reculer parmi nos concitoyens depuis la Seconde Guerre mondiale, au point d'y devenir marginale : 89 % d'entre eux considèrent les Juifs comme « *des Français comme les autres* », soit une proportion supérieure de 8 points à celle observée pour les musulmans et de 30 points comparée à celle des Roms.

— Qu'en revanche, les préjugés antisémites, bien qu'en diminution, restent influents, si bien que 35 % des Français pensent encore que « *les Juifs ont un*

rapport particulier à l'argent », 40 % que, « *pour les Juifs français, Israël compte plus que la France* » ou 22 % que « *les Juifs ont trop de pouvoir* ».

— Que les violences anti-juives, après un pic au début du siècle, ont connu depuis une décrue progressive, confirmée en 2017. Les violences antimusulmanes, elles, ont culminé en 2015, alimentées par l'horreur des attentats terroristes, mais reflué elles aussi depuis. Rapportés au nombre de personnes concernées, les chiffres montrent que les Juifs constituent la principale cible des actes racistes, par ailleurs moins nombreux mais plus violents.

— Que cet antisémitisme – idéologie, préjugés, violences – est le fait de groupes divers. S'il reste caractéristique de l'extrême droite, y compris du Front national dont la « *dédiabolisation* » n'a pas éradiqué le vieux racisme anti-juif et le négationnisme, cet antisémitisme s'est aussi développé parmi les enfants de l'immigration. Mais une sociologue comme Nonna Mayer met en garde contre le concept de « *nouvel antisémitisme* », inspiré des thèses de Pierre-André Taguieff qui, écrit-elle, « *voit un antisémitisme masqué derrière la critique d'Israël et du sionisme, au nom de l'antiracisme et des droits de l'homme, et porté tant par l'islamisme radical que par les idéologies tiers-mondistes d'extrême gauche* ».

Ces analyses, on en conviendra, tranchent avec le simplisme et l'alarmisme du Manifeste de Philippe Val. « *Tout ce qui est excessif ne compte pas* », disait Talleyrand : comment peut-on parler, à propos des Juifs français, de « *terreur* » ou d'« *épuration ethnique* » ? Mais surtout les pistes que suggèrent les signataires sont de fausses pistes, le plus souvent dangereuses (...).

Dénoncer « l'antisémitisme d'une partie de la gauche radicale qui a trouvé dans l'antisionisme l'alibi pour transformer les bourreaux des Juifs en victimes de la société » (sic), c'est tout simplement infâme. Mais d'où sort ce fantasme d'une extrême gauche antisémite en France aujourd'hui ? De qui parle-t-on ? Des communistes ?

Des insoumis ? Des écologistes ? Des trotskistes ? Des chrétiens de gauche ? Aucun de ces partis, groupes ou mouvements n'a jamais flirté, de près ou de loin, avec la haine des Juifs ! Au contraire, c'est de ce côté-là que les Juifs ont trouvé, à l'heure du plus grand péril, leurs défenseurs les plus héroïques. Faut-il rappeler qu'en France, contrairement à la plupart des autres pays occupés, la solidarité populaire, des communistes aux gaullistes en passant par les chrétiens, a permis à près de quatre cinquièmes des Juifs d'échapper au génocide ? (...)

Avec la **conclusion du Manifeste, on sombre dans l'absurdité** pure et simple. Les signataires demandent que « *les versets du Coran appelant au meurtre et au châtement des juifs, des chrétiens et des incroyants soient frappés d'obsolescence par les autorités théologiques, comme le furent les incohérences de la Bible et l'antisémitisme catholique aboli par Vatican II, afin qu'aucun croyant ne puisse s'appuyer sur un texte sacré pour commettre un crime* ». J'avoue avoir du mal à imaginer que tant de personnalités ignorent un fait simple : si l'Église catholique a pu renoncer dans son discours à la dénonciation des Juifs comme un « *peuple déicide* », responsable de siècles de massacres en Europe, c'est qu'elle s'organise autour d'une structure hiérarchique, avec un clergé, un pape et des conciles. Tel n'est pas le cas de l'islam, qui ne dispose pas d'« *autorités théologiques* » à même de modifier des versets du Coran. Il en va d'ailleurs de même du judaïsme, où personne n'est en droit de censurer les commentaires du Talmud contre les goyim et encore moins les nombreux appels au génocide que contient l'Ancien Testament – et que pourtant des dirigeants, religieux et politiques, invoquent pour justifier le sort fait aux Palestiniens. Si les Livres saints étaient amendables, ça se saurait !

Un dernier mot : hiérarchiser les racismes, c'est tomber dans le racisme. Et hiérarchiser le combat contre le racisme, c'est le saboter. Cette lutte indispensable, nous la remporterons ensemble ou jamais. Avec détermination et sang froid.

(1) Journaliste et écrivain français.

Il a publié le 1/2/2018 une réponse à Macron, « *antisionisme=antisémitisme ?* ». Voir <http://editionslibertalia.com/catalogue/poche/antisionisme-antisemitisme>

Texte intégral sur : <https://blogs.mediapart.fr/dominique-vidal/blog/230418/contre-l-antisemitisme-avec-determination-et-sang-froid>

ANTISÉMITISME ET ANTISIONISME : deux enquêtes en forme de démenti cinglant

par Dominique VIDAL

Sans doute est-ce pourquoi l'extrême droite au pouvoir à Tel-Aviv et ses relais français tentent, par tous les moyens, de faire taire les voix critiques tout en effrayant les Juifs de France, censés subir, selon ces irresponsables, une « terreur » antisémite et une « épuration ethnique » !

Ainsi, après la tentative de criminalisation de la campagne BDS, le président du CRIF, Francis Kalifat, se précipite, dans la brèche ouverte par le président de la République le 16 juillet dernier, pour exiger l'interdiction de l'antisionisme !

Or ces deux enquêtes balayent l'idée mensongère selon laquelle ce dernier serait synonyme d'antisémitisme. Plus généralement, elles remettent les pendules à l'heure. Qu'on en juge.

1) La première, réalisée par l'IFOP à la demande de l'Union des étudiants juifs de France, sur "Les Français et les 70 ans d'Israël", marque une dégradation sensible de l'image d'Israël en France. Et, je le souligne, elle a été réalisée avant Gaza. À preuve ces quatre chiffres parmi beaucoup d'autres, que j'en extrais :

- 57 % des sondés ont une "mauvaise image d'Israël" ;
- 69 % une "mauvaise image du sionisme" ;

- 71 % pensent qu'"Israël portent une lourde responsabilité dans l'absence de négociation avec les Palestiniens" ;
- 57 % jugent qu'"Israël constitue une menace pour la stabilité régionale"...

(<https://laregledujeu.org/files/2018/05/sondage-les-francais-et-les-70-ans-d-israel.pdf>) (1)

2) La seconde enquête, réalisée par IPSOS pour la Fondation du judaïsme français, porte sur "L'évolution de la relation à l'autre dans la société française". Elle est extrêmement riche et parfois contradictoire. Elle marque néanmoins globalement une crispation de la part de la société française, dont les musulmans (et les Roms) sont les premières victimes. Les Juifs, s'ils restent l'objet de stéréotypes massifs, représentent la "minorité" que les Français jugent massivement la mieux intégrée et à laquelle ils manifestent le plus d'empathie.

(<https://www.ipsos.com/fr-fr/la-relation-lautre-et-aux-minorites-en-france-des-francais-qui-se-crispent-des-enseignants-qui>)

Sur l'amalgame antisionisme/antisémitisme, l'enquête conclut dans un style "politiquement correct" :

"Si l'existence d'un « nouvel antisémitisme » d'extrême-gauche basé sur le rejet d'Israël plutôt que sur des conceptions religieuses ou raciales n'est pas remise en cause, elle reste sans doute cantonnée aux franges les plus militantes. De manière générale,

si les électeurs de gauche radicale sont les plus critiques envers Israël et son gouvernement actuel, ils sont aussi parmi les moins enclins à partager des préjugés antisémites ou à avoir des attitudes de rejet envers les juifs."

Dans sa présentation vidéo de cette enquête sur le site Akadem, Brice Teinturier est encore plus net :

"L'image d'Israël n'est pas très bonne. Elle n'est pas catastrophique quand on la benchmark avec d'autres pays. Mais elle est incontestablement assez dégradée. Mais c'est une image qui joue beaucoup pour la politique menée par Israël, par l'actuel gouvernement israélien. Beaucoup plus qu'Israël en tant qu'État et que des Israéliens en tant que peuple. Là, les niveaux de perception et de jugement sont extrêmement différents: 80 % de la population a une bonne image des Israéliens en tant que peuple, 43 % seulement de l'actuel gouvernement israélien. (NDLR : souligné par nous). Et c'est important car, là aussi, on peut mesurer les choses selon les sensibilités politiques. Et notamment la question d'un antijudaïsme qui se dissimulerait derrière un antisionisme est beaucoup plus complexe que ce qu'on entend parfois." (...)

(<http://www.akadem.org/conferencier/Teinturier-Brice-6669.php>)

Bref, si le ridicule tuait, il y aurait une hécatombe à la direction du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), parmi les auteurs du "Manifeste des 300" à commencer par Philippe Val, sans oublier quelques confrères et consœurs...

Les amis antisémites de Trump à Jérusalem

Les deux prêcheurs américains qui ont « béni » le transfert de l'ambassade des Etats-Unis à Jérusalem ont un lourd passé de déclarations antisémites.

Donald Trump était représenté par sa fille Ivanka et son gendre Jared Kushner, lors de la cérémonie de transfert de l'ambassade des Etats-Unis à Jérusalem, le 14 mai. Mais ce sont deux de ses très proches alliés dans l'extrême-droite évangéliste, les pasteurs John Hagee

et Robert Jeffress, qui ont apporté leur crédit religieux à l'événement. Or l'un comme l'autre ont tenu par le passé des propos de nature antisémite, ce qui n'a pas semblé gêner leur hôte Benyamin Nétanyahou, très attentionné à leurs égards.

HAGEE : HITLER, UN « CHASSEUR » ENVOYE PAR DIEU

John Hagee gère depuis 1975, à partir de son église Cornerstone, dans la ville texane de San Antonio, un

réseau fondamentaliste fort aujourd'hui de 22.000 fidèles revendiqués. Comme tant d'autres télévangélistes du sud des Etats-Unis, il associe entreprise familiale, conglomérat médiatique et succès éditoriaux pour consolider une base aux valeurs aussi intransigeantes qu'intolérantes. Conformément au credo des « sionistes chrétiens », bien plus engagés en faveur du Likoud israélien que les Juifs américains eux-mêmes, il milite en faveur du « retour » des Juifs en Israël, car il y voit l'accomplissement des prophéties divines. C'est dans cet esprit qu'il

a fondé en 2006 Christians United for Israel (Chrétiens unis pour Israël), devenue l'organisation-phare des « *sionistes chrétiens* », alignés en Israël comme aux Etats-Unis sur la droite la plus dure, et donc favorables à la colonisation des territoires palestiniens occupés, à commencer par Jérusalem-Est.

Hagee a prononcé, le 14 mai, la bénédiction du nouveau siège de l'ambassade des Etats-Unis à Jérusalem. Il a à cette occasion été particulièrement choyé par le rayonnant Premier ministre Nétanyahou. Hagee a pourtant prétendu à au moins deux reprises par le passé qu'Adolph Hitler était en partie d'origine juive. Il avait même considéré dans un sermon que le chef nazi était l'instrument d'un dessein supérieur, dès lors que la Shoah avait poussé les Juifs à se rassembler en Israël : « *Dieu a dit dans Jérémie, 16 : Voyez, je renverrai le peuple juif sur la terre que j'ai donnée à ses pères. Voyez, j'enverrai de nombreux pêcheurs et j'enverrai de nombreux chasseurs. Et alors les chasseurs les chasseront. Ainsi adviendra-t-il aux Juifs. Et Dieu a envoyé un chasseur. Un chasseur vient avec une arme pour vous contraindre. Hitler était un chasseur* ». Un sermon aussi sulfureux avait créé la polémique au cours de la campagne présidentielle de 2008 où Hagee avait apporté son soutien, contre Obama, au républicain McCain, obligeant celui-ci à se désolidariser publiquement du télévangéliste.

JEFFRESS : « NUL JUIF NE PEUT ETRE SAUVE »

Robert Jeffress a ouvert par ses prières, le 14 mai à Jérusalem, la cérémonie de transfert de l'ambassade. Il avait déjà, en janvier 2017, prononcé le sermon de la messe marquant à Washington l'entrée de Donald Trump à la Maison blanche. Il contrôle depuis son fief baptiste de Dallas, dans le Texas, une communauté de 13.000 fidèles, un peu moins nombreuse que celle du pasteur Hagee. Son empire médiatique est en revanche encore plus important que celui de son collègue, du fait de son programme radio-télévisé Pathway to victory (Chemin vers la victoire), retransmis en direct par un millier de stations partenaires, ainsi qu'à l'étranger. Jeffress a déclaré en 2010 qu'on « *ne peut être sauvé en étant juif. Savez-vous d'ailleurs qui a dit cela? Les trois plus grands Juifs du Nouveau Testament: Pierre, Paul et Jésus-Christ*

». Il avait déjà affirmé deux ans plus tôt que la foi dans le judaïsme menait tout droit « *en enfer* », tout comme d'ailleurs la foi en l'Islam ou dans l'hindouisme.

De telles outrances n'ont pas empêché Nétanyahou d'être aussi prévenant envers Jeffress qu'envers Hagee. Il est vrai que le Premier ministre israélien n'hésite plus à afficher sa complaisance envers l'extrême-droite américaine depuis l'élection de Trump. Il avait ainsi tardé trois longs jours, en août 2017, avant de se dire « *scandalisé* » par le rassemblement néo-nazi de Charlottesville, en Virginie, au cours duquel une contre-

manifestante avait trouvé la mort. Une réaction aussi peu spontanée avait suscité l'émoi au sein de la communauté juive des Etats-Unis, très inquiète de la montée en puissance des suprémacistes blancs. **Il est désormais clair que Nétanyahou apprécie trop le soutien inconditionnel d'éminents « *sionistes chrétiens* » pour leur tenir longtemps rigueur de leurs déclarations antisémites.** (NDLR : souligné par nous).

Jean-Pierre FILLIU

<http://filiu.blog.lemonde.fr/2018/05/20/les-amis-antisemites-de-trump-a-jerusalem/>

« L'annulation du match de football Israël-Argentine est un camouflet pour l'Etat hébreu »

Propos recueillis par **Faustine VINCENT**

Le match de préparation à la Coupe du monde de football 2018 entre Israël et l'Argentine, prévu le samedi 9 juin à Jérusalem, a été annulé le 5 juin sous la pression des Palestiniens. **Ceux-ci avaient appelé le joueur argentin Lionel Messi à ne pas y participer, craignant une récupération politique de l'Etat hébreu.**

Participer à cette rencontre sportive dans la ville sainte revenait, selon eux, à légitimer la politique israélienne après la décision des Etats-Unis de reconnaître Jérusalem comme capitale de l'Etat hébreu, et alors que plus d'une centaine de Palestiniens ont été tués ces dernières semaines dans la bande de Gaza. A Barcelone, en Espagne, des militants propalestiniens avaient manifesté en exhibant des maillots de la sélection argentine tachés de faux sang.

Pascal Boniface, directeur de l'Institut de relations internationales et stratégiques et auteur de L'Empire foot (Armand Colin), estime que l'annulation de ce match « *crée un précédent* » et constitue un « *camouflet* » pour Israël.

■ Quel impact l'annulation du match a-t-elle sur Israël ?

— C'est un coup terrible et un camouflet pour le pays au moment où le premier ministre, Benjamin Nétanyahou, triomphe sur le plan diplomatique en

étant reçu partout, sans que personne fasse pression sur lui.

Le danger le plus important qui le guettait était de se retrouver au cœur d'une campagne d'opinion publique. Même s'il n'y a pas de lien direct entre la campagne BDS (Boycott, désinvestissement et sanctions) et l'annulation du match, cela apparaît comme un boycott d'Israël par l'Argentine. La popularité de Lionel Messi, l'importance et la visibilité du football dans le monde sont telles que cela donne aussi à cette histoire une publicité sans commune mesure.

Benjamin Nétanyahou a appelé le président argentin pour essayer de maintenir le match, mais sans succès.

L'Argentine a-t-elle sous-estimé l'émoi que cette rencontre pourrait provoquer ? En acceptant ce match, la Fédération argentine de football n'avait sans doute pas imaginé que cela provoquerait autant de manifestations. Les joueurs ont préféré ne pas le jouer pour ne pas être associés à la politique israélienne, estimant que cela reviendrait à donner un blanc-seing à l'Etat hébreu au moment où des dizaines de Palestiniens sont tués à Gaza.

■ Y a-t-il déjà eu des précédents ?

Oui, mais cela reste très rare. L'exemple le plus célèbre, c'est quand l'équipe de football de l'Union soviétique avait refusé d'aller jouer au Chili après la prise de pouvoir de Pinochet, en 1973.

Il arrive aussi souvent que des athlètes arabes refusent de serrer la main à des joueurs israéliens. Mais là, cela dépasse le cadre traditionnel, car l'Argentine n'est pas directement concernée par le conflit israélo-palestinien. En refusant de jouer, elle porte un jugement sur ce conflit.

■ L'annulation du match peut-elle avoir des répercussions diplomatiques ?

Non, mais c'est un signal très fort. Cela signifie qu'aller en Israël et à

Jérusalem ne va pas de soi, et que ce ne sont pas des destinations anodines. D'autres vont forcément se poser la question à l'avenir. Cet épisode constitue en cela un précédent.

Israël a très peur qu'un parallèle soit dressé avec l'Afrique du Sud, dont le boycott dans les années 1970, pendant la ségrégation, avait commencé par un boycott sportif. (NDLR : souligné par nous).

■ Quel poids diplomatique le football a-t-il ?

Il est important, mais c'est surtout la visibilité du football qui est immense, car des milliards de personnes suivent ce sport. Lionel Messi est connu dans le monde entier, bien davantage que le président argentin. L'impact politique et médiatique de cette affaire est donc énorme, et fera date.

Le Monde le 6 juin 2018

https://www.lemonde.fr/international/article/2018/06/06/l-annulation-du-match-de-football-israel-argentine-est-un-camouflet-pour-l-etat-hebreu_5310736_3210.html

LE COURRIER DES LECTEURS

D'abord un grand merci pour les Actes de la journée sur le "Déni de Palestine". Remarquable document qui invite à encore plus d'analyses. Les différentes textures (historiques, politiques, juridiques, anthropologique...) des faits permettent de nous rapprocher et même d'habiter cette scène tragique palestinienne. J'ai lu aussi avec toujours beaucoup d'intérêt le dernier numéro du courrier du CVPRO. La conférence de René Backmann - publiée dans ce numéro - a le mérite de dévoiler ce qui est caché ordinairement dans les médias. C'est à dire l'impasse à laquelle a conduit la logique des Empires - après Balfour - des positions US (Trump et avant lui), européennes (Macron et avant lui) et le nouveau pas si nouveau MBS (Arabie Saoudite). Ils ont accouché au milieu de crimes de masse, d'un foetus à peine viable l'Autorité palestinienne, et d'un Etat Juif instruit d'une férocité techniquement moderne.

Wadad Kochen Zebib

Je viens de lire l'article de René Backmann et reste sur ma faim, car il n'y a pas d'annonce de solution. La seule solution visible sur le terrain actuellement est celle de la réaction d'Israël à la "Marche de retour" tentée à Gaza, et elle a tous les aspects de ce que d'autres appelaient en leur temps la "solution finale". Et les réactions des autres Etats sont aussi lentes à venir aujourd'hui qu'elles l'étaient à l'époque.

Ernest Reichert. Strasbourg.

J'ai lu avec intérêt les Actes du colloque, après avoir écouté les interventions. Ensemble remarquable. Je me permettrai une réflexion : alors que la politique des deux Etats est depuis longtemps reconvenue irréaliste, l'espoir est entretenu au grand bénéfice d'Israël qu'il rejette.

Monique Jouffroy - 21000 Dijon

Adhérent des "Amis de Sabeel" j'ai reçu un intéressant document (NDLR :

les Actes) de votre organisme. Je voudrais aussi soutenir votre effort et j'adhère au CVPR PO.

Ecoeuré par l'inauguration-provocation de l'ambassade américaine à Jérusalem et par les morts de Gaza, j'ai éteint ma télévision. Mais, quand donc la communauté internationale mettra-t-elle fin à cette politique d'apartheid ? Bravo pour vos actions. Je fais de mon côté ce que je peux en allant en Cisjordanie soutenir les Palestiniens, avec un peu de bienveillance et d'empathie. Il ne faut pas sous-estimer ce que font les chrétiens de bonne foi dans les programmes EAPPI pour assurer une présence rassurante auprès des Palestiniens chrétiens ou musulmans, et souvent en liaison avec des juifs éclairés et non violents. Comme en Afrique du Sud, il faudrait que se lève une grande figure charismatique et non violente pour mettre fin à l'apartheid. Où est le Mandela Palestinien ? (NDLR : j'ajouterais où est le de Klerk israélien ?

Henriette. Morénas - 67000 Strasbourg

Le bulletin est remarquable. Il tient le pari de la résistance sur tous les fronts. Clair qu'il est sorti juste après la condamnation de Ahdet et avant le déclenchement de la marche qui n'est pas traitée comme info. J'imagine que dans le prochain numéro, un premier recul permettra de traiter cette initiative remarquable d'un point de vue analytique.

Au moment où toutes les portes de la prison semblent si durement scellées, l'inventivité de ce peuple remarquable ouvre une nouvelle fenêtre, et quelle fenêtre ! Une nouvelle spirale s'est mise en mouvement. Même si l'atmosphère pestilentielle du déni de Palestine plane sur l'Europe, je suis sûr que cette marche à épisodes va frayer des brèches dans la chape de plomb que l'administration américaine, avec tant de complicités européennes, tente de sceller par le déplacement de son ambassade. À suivre !

Sion Assidon - Casablanca

Je vous remercie bien vivement d'avoir songé à m'adresser le dernier numéro du "Courrier du CVPR". que je trouve excellent. Il me semble essentiel de lutter contre la désinformation sur la situation en Israël/Palestine qui est en oeuvre en France et sur le mécanisme de laquelle il est urgent de s'interroger. Votre publication courageuse contribue à cette mission essentielle. Je me souviens que nous avions discuté à Marseille du maintien incompréhensible pour moi de la circulaire Alliot Marie concernant le boycott de produits israéliens, circulaire non abrogée par Madame Taubira qui donnait cependant encore ce matin, avec lyrisme, sur France Inter des leçons de démocratie, au demeurant assez justes. Je vous adresse par courrier postal un chèque de soutien et serais heureux de recevoir les prochains numéros du Courrier, ainsi que les Actes du colloque du 9 décembre 2017

Me Bernard Ughetto. Lyon 69006

CVPR-PO: Association 1901, fondée par Béréa Adli-Bloch

Président d'Honneur

Professeur Jacques Milliez.

Président : **Me Maurice Buttin.**

Vices Présidents :

Francis Blanchet, Jean

Francheteau, Pierre Lafrance

Secrétaire générale :

Hasna Abid.

Trésorier :

Henri Marchal

Directeur de la publication :

Maurice Buttin

Rédacteur en chef :

Francis Blanchet

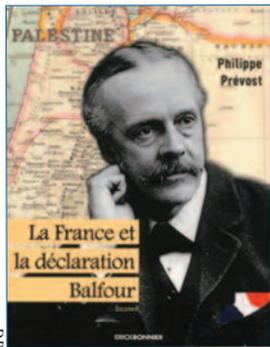
Secrétariat :

54, rue des Entrepreneurs,

75015 PARIS

CCP 41 675 48 J La Source.

Courriel : maurice.buttin@orange.fr



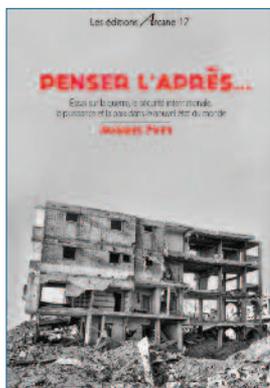
LA FRANCE ET LA DÉCLARATION BALFOUR

Philippe Prévost , préface de Christophe Oberlin - Edit .Erickbonnier. 2018

1917 fut une année pleine de révolutions, de fureur et de sang. On comprend donc pourquoi la lettre d'apparence anodine envoyée par Lord Balfour, secrétaire d'Etat au Foreign Office, à Lord Rothschild, le 2 novembre 1917, est passée pratiquement inaperçue, en France tout au moins. Les diplomates et les hommes politiques français qui en eurent connaissance ne virent pas la novation

considérable qu'elle apportait au Proche-Orient. Ils crurent naïvement qu'elle s'inscrivait dans le cadres des accords Sykes-Picot alors qu'elle en était la négation au moins en ce qui concerne la Palestine. Il faut dire à leur décharge que cette fameuse lettre était un chef-d'oeuvre d'ambiguïté, les Anglais et les Sionistes ne seraient pas arrivés à leurs fins sans la complicité de Clemenceau.

C'est cette histoire passionnante qui oppose deux nationalismes, le Juif et le Palestinien, ainsi que deux grandes puissances alliées en Europe, mais rivales au Proche-Orient, que fait découvrir ce livre.



PENSER L'APRÈS... essai sur la guerre, la sécurité internationale, la puissance et la paix dans le nouvel état du monde

Jacques Fath - Les Editions Arcane - 2015

Les enjeux de la sécurité internationale et la guerre elle-même n'ont plus grand-chose à voir avec ce qui caractérisa le XXe siècle et ses deux grands conflits mondiaux. La violence et la conflictualité sont maintenant d'abord le fruit des crises issues d'un type de développement et des dominations dont on mesure quotidiennement la brutalité pour les êtres humains et pour les sociétés. Les réponses

sécuritaires et militaires, les logiques de force et les stratégies de puissance conduisent à des impasses politiques majeures, à des situations de chaos. Ce livre est une invitation à réfléchir sur le monde, sur la guerre, les conflits, les résistances sociales et politiques, sur les stratégies à l'œuvre et leurs impasses. Un autre ordre international est à construire dans l'exigence de la responsabilité collective, du multilatéralisme, du désarmement et de la sécurité humaine.

Pour penser l'après...



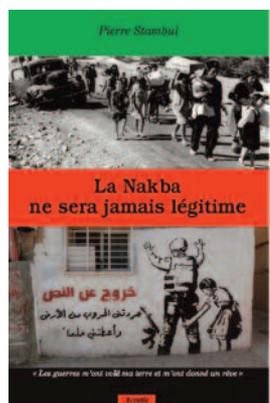
PALESTINE AU COEUR DU III° MILLÉNAIRE AMITIÉS SANS FRONTIÈRES

Jean-Claude VALOMET - La Botellerie Edit. 2018

Jean-Paul Valomet, né en 1937, a toujours eu une profonde volonté de justice, ce qui l'a amené à s'impliquer dans la vie politique, syndicale et associative. Il anime depuis des années l'association " Pays de Loire/Gaza/Jérusalem.

Il a rassemblé dans ce livre 50 ans de vie de bénévolat et de militantisme, en racontant

tous les voyages qui l'ont conduit auprès de centaines de personnes vivant dans les pays du pourtour méditerranéen. Il relate ses entretiens et les engagements qu'il a pris avec des personnalités de la vie politique, comme Yasser Arafat, mais aussi des musiciens, artistes peintres, chercheurs, théologiens, archéologues... Il a aussi rassemblé tous les témoignages reçus de centaines de personnes : lettres, poèmes, dessins, photos, articles de journaux qui ont gravé dans sa mémoire des instants de partage, de communion, d'amitié, qui ont fait de lui l'homme qu'il est aujourd'hui.



LA NAKBA NE SERA JAMAIS LÉGITIME

Pierre Stambul - Juillet 2018 - Edit. Acratie

Ce livre n'est pas écrit pour plaire. Il ne plaira pas aux sionistes. Il dit les mots sur ce qui est à l'œuvre : occupation, colonisation, racisme, apartheid, crimes de guerre, crimes contre l'humanité. Il conteste aux sionistes le droit de parler au nom du judaïsme, qu'il soit laïque ou religieux, car ils salissent en permanence le judaïsme. Il démonte le « roman national » sioniste censé justifier le nettoyage ethnique de 1948 qui se prolonge tous les jours. Il refuse cette gigantesque manipulation

de l'histoire, de la mémoire et des identités juives. Il qualifie d'obscène l'instrumentalisation de l'antisémitisme par les soutiens d'un gouvernement qui est aujourd'hui clairement d'extrême droite.

de l'histoire, de la mémoire et des identités juives. Il qualifie d'obscène l'instrumentalisation de l'antisémitisme par les soutiens d'un gouvernement qui est aujourd'hui clairement d'extrême droite.

Il ne plaira pas non plus à ceux qui pensent que la seule issue, c'est que les Israéliens disparaissent comme avant eux les Croisés. On ne répare pas un nettoyage ethnique par un autre nettoyage. Jérusalem n'est pas juive. Mais elle n'est pas non plus musulmane. Elle appartient à tout le monde.

Il ne plaira toujours pas aux partisans d'un agenda politique obsolète : les nostalgiques des « deux États vivant côte à côte ». Les accords d'Oslo ont été une gigantesque illusion permettant au rouleau compresseur colonial d'avancer sans obstacle. Cette illusion n'a plus d'avenir.

Ce livre n'apporte pas de solution à cette guerre parce que, pour l'instant, personne n'en possède. Il dit juste que le BDS est aujourd'hui essentiel. Il faut impérativement sanctionner l'occupant. Il dit qu'aujourd'hui, face à l'apartheid, le soutien aux droits des Palestiniens est l'affaire de toute l'humanité. Nous aspirons à un autre monde fait de respect du droit, d'égalité et de solidarité.

« **DU DÉNI DE PALESTINE AU DÉNI D'APARTHEID** »

**Colloque organisé par le CVPR PO
Le samedi 13 octobre 2018
de 9 à 17 heures
Palais du Luxembourg
Salle Georges Clémenceau**

(Inscription avant le 11 octobre : voir le bulletin inclus dans le présent Courrier)

Le déni est une pratique chère aux dirigeants israéliens. Pour eux, *Palestine et apartheid sont des mots qui ne correspondent à aucune réalité*. Ils récusent avec véhémence l'emploi d'apartheid pour qualifier le système de discriminations infligé aux populations non juives d'Israël et aux Palestiniens de la Palestine occupée et colonisée. Israël ressent aujourd'hui comme une insulte toute comparaison avec cette Afrique du Sud avec laquelle il entretenait hier les meilleures relations. Et pourtant la comparaison s'impose. Les deux systèmes participent des mêmes principes contraires au Droit international, et si leurs modes opératoires diffèrent, ils se caractérisent par la même brutalité. **Ces similitudes, qui justifient l'emploi du terme, sont-elles l'effet du seul hasard ?** Sur ce point, le colloque entendra les analyses de juristes, et des témoignages directs sur l'apartheid, tel qu'il est vécu par les Palestiniens à Jérusalem, en Cisjordanie, à Gaza et en Israël même.

Mais viendra-t-on à bout de ce nouvel apartheid comme ce fut le cas en Afrique du Sud ?

C'est à cette question surtout que le colloque tentera de répondre.

Aussi longtemps que l'Etat d'Israël se définit comme « *l'Etat-nation des Juifs* », on peut douter qu'il renoncera à sa politique d'apartheid, pour assurer la pleine égalité des droits à l'ensemble de ses citoyens, sans condition d'appartenance ethnique ou religieuse, ce qu'impliquerait la solution dite « *à Un Etat* ». Dès lors, si la solution dite « *à deux Etats* » était un jour imposée et effective, la question de l'apartheid ne serait pas résolue pour les Palestiniens d'Israël. Et si la situation actuelle perdure, une évolution vers une véritable égalité des droits pourrait-elle être imposée ?

Que peut-on espérer, pour œuvrer en ce sens, de l'ONU ? De l'Union européenne ? Comment, dans le cadre national et international, les « *sociétés civiles* » et leurs organisations peuvent-elles réellement aider les Palestiniens à reconquérir leurs droits ?

Le CVPR PO a besoin de votre soutien financier. Les adhésions (15 euros pour les étudiants et chômeurs, 50 euros cotisation simple, 80 euros cotisation pour un couple) sont nécessaires à la poursuite de notre action. Les dons sont évidemment les bienvenus.

**Dons ou adhésions par chèque à l'ordre du CVPR PO à adresser à
Me Maurice Buttin, 54 rue des Entrepreneurs - 75015 Paris**